

FORUM

LES JEUNES ET L'AVENIR DU QUÉBEC

ANALYSE DES MÉMOIRES
SOUMIS À LA COMMISSION PAR DES JEUNES
OU DES GROUPES DE JEUNES



Salle du Conseil législatif
Hôtel du Parlement
Les 22 et 23 janvier 1991

A11A8

A29

A84

1990-91

mem

Anal

Forum

2x02

Q L / P. Cow

TABLE DES MATIÈRES

I. GROUPES DE JEUNES

	page
Assemblée parlementaire des étudiants du Québec inc. (Le Parlement étudiant)	6
Association des étudiantes et étudiants des 2 ^e et 3 ^e cycles de l'Université McGill inc.	8
Association des étudiants en droit de l'Université Laval ...	10
Association des étudiants et étudiantes de Polytechnique ...	13
Association étudiante de l'Université du Québec en Abitibi- Témiscamingue	15
Association étudiante François-Xavier Garneau inc.	16
Association générale des étudiants et étudiantes du cégep de Lévis-Lauzon	18
Association générale étudiante des secteurs sciences humaines, arts et lettres de l'UQAM	21
Association jeunesse du Parti Égalité	24
Coalition CESAQ-AGECA	27
Comité national des jeunes de la CSN	30
Comité national des jeunes du Parti québécois	32
Commission jeunesse de la société de recherche en orientation humaine	34
Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec	36
Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval	40
Conseil permanent de la jeunesse	42
Coopérative de travail des jeunes de l'Estrie	45

(suite)

	page
Étudiants autochtones du Québec - Faculté de droit de l'Université d'Ottawa	47
Étudiants en sciences humaines du cégep de Matane	49
Exécutif du jeune Parti québécois au collège Laflèche de Trois-Rivières	51
Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal	53
Fédération des étudiants et étudiantes du Québec	56
Forum des jeunes sur l'avenir du Québec (Saguenay/Lac St-Jean)	59
Francophonie étudiante de Lanaudière	61
Jeune Barreau de Québec	63
Jeune Chambre de commerce de Montréal inc.	66
Jeunes du Parti québécois de l'Outaouais	68
Jeunes souverainistes de l'Université Laval	70
Maison des jeunes «La Soupape»	72
Organisation québécoise et canadienne de la jeunesse (Un Avenir ensemble)	74
Regroupement des associations des cycles supérieurs du Québec inc.	76
Regroupement des étudiants à la maîtrise et au doctorat de l'Université de Sherbrooke	78
Regroupement des maisons de jeunes du Québec	80
Regroupement jeunesse populaire	81
Student's Representative Council of Bishop's University	83

II. JEUNES AYANT SOUMIS UN MÉMOIRE À TITRE INDIVIDUEL

	page
BOULET, Yves	86
BRAZIER, Gary et MURRAY, Jean-Paul	88
BZDERA, André	90
D'AOUST, Sylvain	92
DONAIS, Martin	93
GENEST, Christian	94
LAROUCHE, Pierre	96
YALDEN, Robert et JANDA, Richard	98

**PARTIE I: MÉMOIRES SOUMIS PAR DES GROUPES
DE JEUNES**

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Assemblée parlementaire des étudiants du Québec inc.
(Le Parlement étudiant)

TITRE: (sans titre, 43 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique : Charte des lois et libertés
- Secteur politique : Constitution du Québec, référendum, régime parlementaire, mode de scrutin, institutions
- Secteur social et culturel:

SYNTHÈSE:

- L'échec de l'Accord du lac Meech marque la fin des tentatives de réforme constitutionnelle entreprises depuis plus de trente ans. Il ne peut s'interpréter autrement que comme le rejet, par le reste du Canada, des objectifs du Québec.
- Seule l'accession à la **souveraineté** du Québec pourra lui permettre d'entreprendre une négociation globale avec le reste du Canada. Il lui sera possible d'envisager la création d'une **communauté économique** avec le Canada pour autant que celui-ci le souhaite également.
- La population québécoise doit se prononcer sur une question référendaire qui prévoit l'entrée en vigueur immédiate d'une Constitution du Québec et permet la conclusion d'une entente à caractère économique avec le Canada.
- Une réponse affirmative au référendum rendrait le Québec souverain. Toutefois, une période de cinq ans serait prévue pour gérer le retrait du Québec de la fédération. Des mesures transitoires seraient appliquées pour régler certaines questions d'ordre législatif, administratif (administration et organismes fédéraux, sociétés d'État canadiennes, Forces armées) et judiciaire. Cette période permettrait aussi au Québec de négocier d'égal à égal avec le Canada une entente pouvant aller jusqu'à la création d'une communauté économique.
- Une Constitution du Québec devrait être adoptée. Elle comprendrait:
 - . L'organisation de l'État: chef de l'État, pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires. Le système parlementaire québécois serait maintenu. La monarchie serait cependant abolie et le lieutenant-

gouverneur remplacé par un président élu par l'Assemblée nationale. Par ailleurs, un mode de scrutin à deux tours serait introduit.

- . La création possible d'une autorité supranationale à qui l'Assemblée nationale aurait délégué des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires en vue d'assurer la défense du territoire québécois ou de favoriser l'intégration économique et politique dans le cadre d'un traité international.
 - . Une charte des droits qui réaffirme les droits fondamentaux que l'on retrouve dans la Charte canadienne, qui garantit certains droits civils, économiques et sociaux, de même que le droit à l'environnement.
 - . Une section sur les droits des minorités et une autre sur les droits amérindiens et inuit.
 - . L'enchâssement des principes essentiels de la Charte de la langue française.
- La Constitution du Québec ne pourrait être modifiée que par référendum.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Vous envisagez la négociation d'une entente économique avec le Canada, qui prévoirait la création d'une autorité supranationale chargée de la mise en oeuvre de cette entente. Pourriez-vous préciser votre pensée quant à ces deux éléments?
- Vous proposez un projet de Constitution du Québec. Comment, selon vous, devrait-on procéder à la rédaction de celle-ci? Proposez-vous la convocation d'une assemblée constituante? Comment serait-elle composée?
- Vous souhaitez que la Constitution du Québec reconnaisse des droits économiques et sociaux, notamment le droit au travail et le droit à un niveau de vie suffisant. L'élévation de tels droits au rang de garanties constitutionnelles signifie-t-elle que les tribunaux, plutôt que les législateurs, définiront les priorités du Québec en ce domaine? Ces droits devraient-ils être placés sur le même pied que les libertés fondamentales et les garanties juridiques?
- Votre mémoire ne traite pas des conséquences économiques d'une déclaration de souveraineté du Québec. Croyez-vous que des problèmes de cet ordre soient susceptibles de se poser durant la période transitoire? Comment croyez-vous qu'ils devraient être résolus?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Association des étudiantes et étudiants des 2^e et 3^e cycles de l'Université McGill inc.

TITRE : (sans titre, 24 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique :
- Secteur politique : autodétermination, partage des pouvoirs
- Secteur social et culturel: éducation, recherche universitaire, alphabétisation, universités, autochtones, commissions scolaires, langue, formation, main-d'oeuvre, services sociaux et de santé, égalité des sexes, immigration

SYNTHÈSE:

- L'Association a décidé de ne faire aucune recommandation sur le type de lien constitutionnel ou l'absence de lien que le Québec pourrait avoir avec le reste du Canada. Elle affirme toutefois le principe du **droit à l'autodétermination du Québec**: le peuple québécois doit définir son avenir constitutionnel après en avoir débattu librement et démocratiquement.
- Le débat constitutionnel ne peut faire fi des gains énormes réalisés par le Québec en matière d'éducation et les arrangements politiques futurs devront veiller à ne pas les compromettre.
- Elle profite de ce débat pour faire diverses recommandations concernant:

. Le financement de la recherche

- . Que le gouvernement fédéral gère ses budgets de recherche comme le fait le gouvernement du Québec à propos du Fonds pour la formation des chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR) afin de promouvoir la recherche dans toutes les disciplines.
- . Que le gouvernement du Québec prélève un impôt minimum auprès des entreprises afin d'apporter des ressources financières supplémentaires aux universités.

. Le droit à l'éducation

- . Que le droit à l'éducation s'applique également à la formation professionnelle permanente et au recyclage tout au long de la vie des personnes. À cet égard, le gouvernement du Québec devrait confier la responsabilité de la formation professionnelle à un nouveau ministère de la Formation permanente de la main-d'oeuvre

- . Que le gouvernement mette en oeuvre une politique d'alphabétisation en créant notamment une direction, au sein du ministère de l'Éducation, qui s'occuperait exclusivement de l'alphabétisation.
- . **L'accès à l'égalité pour les femmes**
 - . Que le gouvernement du Québec réaffirme le droit à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes et adopte une série de mesures à cet effet (salaires, accessibilité à l'enseignement supérieur et à l'emploi, conditions d'emploi, etc.).
- . **L'accessibilité à l'éducation supérieur pour les autochtones**
 - . Que le gouvernement du Québec adopte une législation et des politiques qui favorisent l'admission des peuples autochtones aux universités, afin d'augmenter leur taux de participation. Qu'il envisage la création de commissions scolaires et d'une université/ collège dont la gestion et le contrôle relèvent des autochtones.
- . **Les procédures d'immigration**
 - . Que les procédures soient simplifiées et qu'un seul niveau de gouvernement soit responsable des visas étudiants et des permis de travail.
- . **La protection de la communauté anglophone**
 - . Que des commissions scolaires de langue anglaise soient établies et que l'accès aux services sociaux et aux services de santé en anglais soit maintenu.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Vous faites plusieurs recommandations qui touchent des domaines de compétences partagées (immigration, formation professionnelle, recherche universitaire). Parmi ces domaines, lesquels croyez-vous devraient faire l'objet d'une compétence exclusive ou concurrente?
- Vous proposez que le Québec adopte une loi pour faciliter l'accessibilité des autochtones dans les universités. En quoi croyez-vous qu'une telle loi pourrait résoudre cette sous-représentation des autochtones dans les universités?
- Croyez-vous que le gouvernement du Québec doit posséder la compétence exclusive en matière d'éducation, notamment sur l'enseignement post-secondaire aux minorités de langue officielle?
- Puisque vous représentez un organisme majoritairement anglophone au Québec, estimez-vous que les droits de la communauté anglophone au Québec sont menacés?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: L'Association des étudiants en droit (AED) de l'Université Laval

TITRE: (sans titre, 11 pages et 3 annexes)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique : Constitution du Québec, Charte québécoise des droits et libertés de la personne, Cour suprême du Québec
- Secteur politique : souveraineté, référendum, décentralisation
- Secteur social et culturel: langue, éducation, immigration, projet de société

SYNTHÈSE:

- Les conflits constitutionnels qui caractérisent les relations entre les gouvernements fédéral et québécois nuisent au développement économique, culturel et social du Québec.
- La **souveraineté** permettrait au Québec d'assurer son développement économique, culturel, social et politique.
- . Les politiques fédérales en matière économique ne favorisent pas le développement de l'économie québécoise. La souveraineté permettrait au Québec de mettre en place des politiques qui correspondent à ses besoins. Le Québec pourrait bénéficier pleinement des impôts perçus et éliminer ainsi l'injustice économique qui résulte du pouvoir de dépenser et des programmes mis sur pied par le gouvernement fédéral. Par ailleurs, le gouvernement québécois pourrait mieux s'intégrer à la mondialisation des marchés en assurant sa reconnaissance sur le plan international.
- . La souveraineté favoriserait la protection des acquis linguistiques du Québec. Ce dernier devrait adopter une politique claire qui protégerait la langue française et qui mettrait un terme à l'ambiguïté linguistique que connaissent actuellement les immigrants. Le gouvernement québécois devrait détenir tous les pouvoirs en matière d'immigration afin d'assurer l'intégration des nouveaux arrivants dans un milieu francophone en Amérique du Nord.
- . La souveraineté du Québec mettrait fin aux conflits résultant du chevauchement de compétences et favoriserait ainsi l'harmonisation des politiques.

- . La souveraineté permettrait au Québec de se soustraire à la juridiction de la Cour suprême du Canada dont la jurisprudence, particulièrement depuis l'enchâssement dans la Constitution de la Charte canadienne des droits et libertés, nuit aux intérêts québécois.
- L'accession du Québec à la souveraineté sera précédée d'un référendum. Le Québec devrait d'abord se doter d'une Constitution dont la rédaction serait confiée à un comité constitutionnel. La Constitution du Québec inclurait notamment la Déclaration de souveraineté, la Charte québécoise des droits et libertés de la personne et la Charte de la langue française. Elle établirait également les principales institutions de l'État, fixerait leurs pouvoirs et garantirait l'indépendance du pouvoir judiciaire. Une fois établie, elle devrait être soumise à l'approbation de la population par voie de référendum. Par ailleurs, le délai nécessaire à la rédaction de la Constitution permettra de négocier toutes les questions reliées à la liquidation du régime fédéral ainsi que de conclure certaines ententes avec le Canada.
- La souveraineté du Québec donnerait naissance à un projet collectif de société qui s'inspirerait des valeurs présentes dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Ce projet devrait contribuer à améliorer le système d'éducation. Il devrait également prévoir la réorganisation du système judiciaire, en particulier la nomination des juges par l'Assemblée nationale et la création d'une Cour suprême du Québec. Enfin, le projet de société viserait à redéfinir la structure politique du Québec en assurant notamment la décentralisation des pouvoirs vers les régions de façon à permettre à ces dernières de participer davantage aux prises de décision qui orientent leur développement.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Vous affirmez que la souveraineté favorisera le développement économique du Québec (page 3). Or, d'aucuns avancent que l'accession à la souveraineté exigera une période de transition économique qui affectera le niveau de vie de la population québécoise. Qu'en pensez-vous? Croyez-vous que le peuple québécois est prêt à assumer les conséquences économiques d'une telle période de transition?
- Selon vous, une association économique devrait-elle être conclue entre le Québec et le Canada? Si oui, quels devraient être ses principaux éléments? Le Québec devrait-il maintenir une union monétaire avec le Canada? Qu'arrivera-t-il si le Canada refuse de négocier toute forme d'association ou d'entente avec le Québec?
- Quelles institutions étatiques devraient être établies dans le cadre de la souveraineté? Quels seraient leurs pouvoirs?

- Vous souhaitez la création d'une Cour suprême du Québec. Quelle serait la composition de cette Cour? Le rôle et les pouvoirs des juges seront-ils semblables à ceux des juges siégeant à la Cour suprême du Canada?
- Vous proposez la rédaction d'une Constitution du Québec. Quelle formule d'amendement constitutionnel faudrait-il retenir?
- Vous souhaitez l'inclusion de la Charte de la langue française dans la Constitution d'un Québec souverain. Faites-vous référence à la Charte de la langue française telle qu'elle était lors de son adoption, telle qu'elle est actuellement ou telle qu'elle devrait être après de nouveaux amendements? Dans le troisième cas, quelles modifications faudrait-il y apporter?
- Vous proposez une décentralisation des pouvoirs vers les régions. Quels pouvoirs devraient être dévolus aux régions? Quel serait le rôle du gouvernement du Québec en matière de développement régional?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Association des étudiants et étudiantes de Polytechnique

TITRE: (sans titre, 23 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique: agriculture, association économique, politique industrielle, libre circulation des biens et services
- Secteur juridique : partage des compétences, charte de l'environnement
- Secteur politique : souveraineté, relations internationales, coopération internationale
- Secteur social et culturel: immigration, système scolaire, environnement, recherche et développement, technologie

SYNTHÈSE:

- Compte tenu des nombreuses modifications constitutionnelles nécessaires pour permettre au Québec d'assurer son développement économique, culturel et social et des contraintes de la formule d'amendement constitutionnel qui ont empêché jusqu'à présent de satisfaire aux demandes du Québec, celui-ci doit accéder à la **souveraineté** et établir une **association économique** «équitable et durable» avec le Canada.
- La société québécoise possède un caractère distinct par sa langue, sa culture, son dynamisme économique basé sur un grand nombre de PME et un mode d'association coopérative relativement important. Des modifications constitutionnelles importantes doivent être adoptées pour en tenir compte et il est irréaliste de croire qu'elles puissent se faire dans le cadre du fédéralisme renouvelé ou non.
- Le Québec doit posséder un pouvoir exclusif:
 - . En matière d'**immigration**, afin de pouvoir sélectionner et contrôler le nombre d'immigrants qu'il désire accueillir eu égard à son identité et à ses aspirations. L'immigration est d'ailleurs vue comme un moteur possible de la croissance économique compte tenu de la situation démographique du Québec (dénatalité, vieillissement de la population).
 - . En matière d'**environnement**, où le chevauchement de compétences et de structures entraîne des délais dans les prises de décision et des coûts. Il est plus avantageux de centraliser les pouvoirs de manière à pouvoir intervenir avec rapidité et flexibilité en cas de situations problématiques.

- En matière de **recherche** et de **développement**, de façon à pouvoir diriger les fonds vers les domaines les plus profitables au développement économique du Québec. Les subventions viennent surtout du gouvernement fédéral qui influence par le fait même le développement économique du Québec. En effet, les priorités du gouvernement fédéral en matière de recherche et de développement ne correspondent pas nécessairement aux besoins et aux priorités du Québec.
- Le gouvernement du Québec devrait par ailleurs:
 - Adopter les changements constitutionnels nécessaires pour permettre de déconfessionnaliser les écoles. Les commissions scolaires devraient être uniquement linguistiques, ce qui faciliterait d'ailleurs l'intégration des jeunes immigrants et refléterait plus justement la société québécoise majoritairement francophone.
 - Entreprendre des négociations avec le gouvernement fédéral pour centraliser le processus de gestion des investissements de façon à assurer des décisions cohérentes par rapport à son propre projet de développement industriel.
- Un Québec souverain devrait non seulement maintenir les ententes culturelles de libre circulation de biens et services avec les États-Unis et le reste du Canada mais aussi conclure des ententes économiques avec d'autres pays de la francophonie notamment. En outre, il pourrait signer des accords internationaux dans les domaines relevant de sa compétence. Il serait représenté au sein des organismes internationaux et serait clairement reconnu sur la scène internationale comme entité francophone.
- Une Charte de l'environnement, reconnaissant le droit inaliénable de chaque citoyen à un environnement sain, à une information environnementale complète et considérant toute atteinte grave à l'environnement comme une offense criminelle, devrait être enchâssée dans une éventuelle Constitution québécoise.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Pourriez-vous préciser le type d'association économique que vous souhaiteriez voire conclure avec le Canada? Et avec d'autres États?
- Selon vous, la spécificité du Québec impose qu'il jouisse d'une plus grande liberté d'action au sein d'organismes internationaux. En matière d'agriculture, par exemple, vous mentionnez qu'une représentation du Québec au GATT avec droit de vote lui assurerait une meilleure défense de ses intérêts (page 19). Croyez-vous qu'un Québec souverain perde du poids en matière de négociations internationales?
- Vous souhaitez qu'une charte constitutionnelle garantisse le droit de chaque citoyen à un environnement sain et à une information environnementale complète. Pourriez-vous préciser la nature de ces droits?
- Le Québec ne pourrait-il pas avoir la jouissance exclusive des pouvoirs que vous mentionnez (immigration, environnement, recherche-développement) au sein d'un fédéralisme profondément renouvelé?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Association étudiante de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

TITRE : L'éducation, pierre d'assise de l'avenir du Québec (5 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique: développement économique régional
- Secteur juridique : souveraineté
- Secteur politique : consultation populaire
- Secteur social et culturel: éducation

SYNTHÈSE:

- Vu que les aspirations du Québec sont incompatibles avec celles du reste du Canada, le Québec devrait déclarer sa **souveraineté**.
- Le gouvernement du Québec devrait demander à la population de se prononcer sur cette question.
- La formation de spécialistes et de main-d'oeuvre qualifiée constitue un facteur important de développement économique. Il faut donc que le gouvernement du Québec reconnaisse la nécessité de faciliter une plus grande accessibilité aux études post-secondaires, tout particulièrement à la formation de diplômés universitaires des deuxième et troisième cycles.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Vous souhaitez que le gouvernement consulte la population au sujet de l'accession du Québec à la souveraineté. Quelle forme devrait prendre cette consultation?
- Vous parlez de compétitivité et de diversification de l'économie d'un Québec souverain. Croyez-vous que le Québec devrait négocier une association économique avec le Canada afin de préserver un espace économique commun? Quels devraient être les principaux éléments de cette association, le cas échéant?
- Selon vous, quel effet aurait l'accession du Québec à la souveraineté sur le niveau de vie des habitants de votre région à court, moyen et long terme?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: McGill Québec

TITRE : (sans titre, 19 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique : Loi constitutionnelle de 1982
- Secteur politique : souveraineté-association
- Secteur social et culturel: langue, culture, minorités ethno-culturelles

SYNTHÈSE:

- L'existence de tout peuple repose sur la reconnaissance d'une identité culturelle propre. La menace d'assimilation plane toujours sur le Québec. Son statut minoritaire en Amérique du Nord exige une protection constante que seule la **souveraineté** peut assurer.
- Pour assurer la survie et le développement de la culture québécoise, le gouvernement du Québec devrait récupérer la totalité des pouvoirs dans ce domaine. Il pourrait alors établir des liens de coopération culturelle avec les communautés francophones hors Québec et favoriser ainsi le rayonnement international de sa culture.
- Pour assurer l'épanouissement de la société québécoise, il est également essentiel que le gouvernement puisse définir ses propres normes et objectifs en matière d'immigration. Le Québec pourrait favoriser l'intégration des immigrants dans un milieu francophone ainsi que la régionalisation des services d'accueil.
- Dans le domaine de l'économie, les mentalités québécoises et canadiennes divergent. Par opposition au Canada anglais qui fait preuve de libéralisme économique, le Québec a toujours adopté une approche économique plus collectiviste, tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Les faits démontrent cependant que les non-francophones au Québec adhèrent de plus en plus à la conception québécoise de l'économie et à une identification nationale commune. Ce consensus devrait être élargi en encourageant l'esprit d'initiative québécois, notamment par la création d'institutions sur le plan international.
- La souveraineté-association permettrait au Québec d'exercer ses pouvoirs en tenant compte de sa spécificité. Le Québec serait souverain mais déléguerait certains pouvoirs à un organisme créé dans le cadre d'une entente internationale, de façon à faciliter les rapports économiques avec le Canada.

- La Loi constitutionnelle de 1982 consacre le concept de multiculturalisme au Canada. Une politique institutionnelle de multiculturalisme implique une égale reconnaissance constitutionnelle des diverses cultures, sans égard à leur importance historique dans le développement et l'évolution de la société concernée. Orienter la société québécoise en fonction de cet idéal multiculturel entraînerait l'aplanissement des caractéristiques distinctives de la culture québécoise et aurait également pour effet de banaliser l'apport culturel des deux minorités «historiques» du Québec, soit les autochtones et les anglophones.
- L'Université McGill a généralement opté pour l'approche canadienne du multiculturalisme. Or, la réalité quotidienne vécue par les étudiants sur le campus met à jour l'échec de cette vision multiculturelle du Canada. En outre, l'application de la politique de multiculturalisme à McGill a eu pour effet de réduire le statut de la population francophone à celui de simple groupe ethnique parmi d'autres.
- Les diverses cultures présentes au Québec doivent être respectées, mais elles ne doivent pas s'affirmer aux dépens de la culture québécoise majoritaire. La politique fédérale de multiculturalisme doit donc être remplacée au Québec par une politique qui favorise l'intégration des diverses cultures à la culture québécoise majoritaire, tout en les respectant et en reconnaissant la richesse de leur apport au développement du Québec.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- L'accession du Québec à la souveraineté devrait-elle être précédée d'un référendum ou d'élections générales?
- Vous favorisez la souveraineté-association et précisez que le Québec souverain devrait déléguer à un organisme certains pouvoirs permettant de faciliter des rapports économiques profitables au Québec et au Canada. Quel type d'organisme devrait être mis sur pied à cet effet? Quels en seraient les pouvoirs? Quelle serait sa composition?
- Quelles seraient, selon vous, les mesures qui permettraient d'attirer davantage d'immigrants dans les régions et de favoriser leur intégration harmonieuse?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Association étudiante du cégep François-Xavier Garneau

TITRE: (sans titre, 15 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique : charte des droits et devoirs du citoyen
- Secteur politique : souveraineté, référendum, Constitution du Québec
- Secteur social et culturel: dualité canadienne

SYNTHÈSE:

- À la suite du référendum organisé au cégep, 88,6% des répondants ont opté pour la **souveraineté**.
- Le gouvernement québécois doit déclarer la souveraineté. Un référendum doit être tenu afin de légitimer cette déclaration. Le Québec devra par la suite proclamer sa propre Constitution, puis il pourra négocier des arrangements diplomatiques, financiers et commerciaux avec le Canada, lequel a d'ailleurs avantage à coopérer avec le Québec.

Soucieux de promouvoir une société juste, le Québec doit privilégier des politiques de développement durable. Les étudiants proposent en ce sens une charte des droits et devoirs du citoyen.

- Un Québec souverain pourrait consacrer ses efforts autant à son épanouissement culturel qu'à son développement économique, lequel serait d'ailleurs mieux assuré dans un Québec indépendant.
- L'histoire du Québec, de l'invasion de la Nouvelle-France à l'échec de l'Accord du lac Meech en passant par le rapport Durham et le litige à propos du Labrador, prouve l'illégitimité de l'union de deux peuples opposés, toujours divisés.
- L'Accord du lac Meech a été rejeté parce qu'il obligeait de relever le défi de la dualité canadienne. La spécificité culturelle et linguistique du Québec se traduit par l'expression de besoins et d'aspirations tout à fait différents de ceux des autres provinces.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Vous souhaitez la tenue d'un référendum afin de légitimer une déclaration de souveraineté du Québec. À quel moment croyez-vous que celui-ci devrait être organisé? Selon vous, quel pourcentage de votes en faveur de la souveraineté légitimerait cette option?
- Vous évoquez la possibilité qu'un Québec souverain négocie des traités diplomatiques, financiers et commerciaux avec le Canada. Quels types d'arrangements vous apparaîtraient souhaitables pour le Québec? Quels seraient les principaux avantages susceptibles d'inciter le Canada à conclure de tels accords?
- Selon quel mécanisme devrait être rédigée une éventuelle Constitution du Québec? Une charte des droits devrait-elle y être enchâssée?
- Vous affirmez que l'échelle de valeurs doit être sensiblement la même entre les citoyens d'un pays. Certains intervenants ont affirmé que des valeurs comme la tolérance, la liberté d'opinion et la justice sociale animaient l'identité canadienne. Quelles sont, à votre avis, les valeurs qui unissent les Québécois? En quoi diffèrent-elles des valeurs partagées par le reste du Canada?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Association étudiante du cégep de Lévis-Lauzon

TITRE: (sans titre, 17 pages et 1 annexe)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique : Constitution québécoise, Charte des droits et libertés du Québec
- Secteur politique : souveraineté-association, Chambre de la jeunesse
- Secteur social et culturel: éducation, emploi, services de santé, politique familiale, immigration, environnement

SYNTHÈSE:

- Les résultats d'un référendum tenu à l'intérieur du cégep démontrent que plus de 80% des étudiants sont en faveur de la **souveraineté** du Québec et que le même pourcentage croit en la nécessité d'une **association économique** avec le Canada.
- Dans le processus d'accession du Québec à la souveraineté,
 - . Le gouvernement du Québec doit rapatrier d'ici deux ans tous les programmes sociaux fédéraux qu'il juge opportuns pour les intégrer dans les ministères québécois. Il les modifiera en conséquence.
 - . Durant cette période, le gouvernement du Québec doit rédiger une Charte québécoise des droits et libertés qui complète celle présentement en vigueur ainsi qu'une Constitution québécoise.
- Par ailleurs, les suggestions suivantes devraient être faites en matière de:

Éducation

- . Le gouvernement du Québec devrait promulguer une loi qui permette aux étudiants de participer à l'élaboration des programmes universitaires et collégiaux du Québec ainsi qu'à la gestion des institutions dont ils relèvent. Le gouvernement devrait également mettre sur pied un système d'aide financière pour les étudiants universitaires et collégiaux et préciser la contribution des étudiants, de l'État et des entreprises.

- . La pertinence des programmes, qui sont actuellement gérés par le gouvernement fédéral et qui répondent davantage aux besoins du reste du Canada qu'à ceux du Québec, devrait être remise en question. Un cours sur la politique québécoise devrait être imposé aux étudiants des niveaux secondaire et collégial.

Emploi

- . Le gouvernement devrait adopter une politique de plein emploi. Une telle politique ainsi que la mise sur pied de programmes gouvernementaux fondés sur les besoins des régions permettraient de combler les carences socio-économiques de certaines régions du Québec.

Environnement

- . Des pouvoirs réels devraient être conférés au ministère de l'Environnement.

Services hospitaliers

- . Le gouvernement devrait créer des centres hospitaliers régionaux qui permettent d'accueillir essentiellement les patients en phase terminale ou atteints de maladie chronique.

Politique familiale

- . Le gouvernement devrait mettre en oeuvre une politique de planification des naissances ainsi que des mesures sociales et économiques qui garantissent un soutien financier aux mères de famille avant et après la naissance de l'enfant. Le retour au travail devrait être assuré pour toute employée. Le réseau de garderies devrait être subventionné en conséquence.

Immigration

- . Le gouvernement devrait concevoir un système d'accueil et d'intégration des immigrants afin de leur permettre de s'épanouir dans les communautés régionales du Québec.
- Chaque entreprise devra contribuer financièrement à la création des programmes gouvernementaux.
- Une Chambre de la jeunesse, élue par et pour des jeunes, devrait être créée. Elle aura un pouvoir de recommandation concernant les projets de lois québécois.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- L'accession du Québec à la souveraineté devrait-elle être précédée d'un référendum ou d'élections générales?
- Vous recommandez que le Québec conserve un lien économique avec le Canada. Quelles compétences devraient faire l'objet d'une telle association?
- Dans l'hypothèse où le Québec ne choisit pas la souveraineté, quelles compétences fédérales devraient être transférées au Québec?
- La rédaction d'une nouvelle Charte québécoise est nécessaire, selon vous, dans le cadre d'un Québec souverain. La présente Charte des droits et libertés du Québec comporte-t-elle des lacunes? Si oui, quelles modifications devraient y être apportées? Cette Charte devrait-elle faire partie intégrante de la Constitution du Québec?
- Quelles seraient les dispositions d'une éventuelle Constitution du Québec?
- Vous proposez un délai de deux ans pour conclure les négociations entre le Québec et le Canada concernant le partage des compétences et rédiger la Constitution et la Charte québécoises. Ce délai vous apparaît-il raisonnable compte tenu de la complexité des négociations et de l'ampleur des travaux? Quelles seraient les répercussions économiques ou autres d'un délai plus long pour le Québec?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Association générale étudiante des secteurs sciences humaines, arts et lettres de l'Université du Québec à Montréal

TITRE : (sans titre, 29 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique : constitution du Québec
- Secteur politique : indépendance du Québec, concept de nation, paiement de transport, états généraux, référendum, assemblée constituante
- Secteur social et culturel: éducation, Premières Nations, francophones hors Québec

SYNTHÈSE:

- La structure fédérale actuelle assure la domination de la nation canadienne sur les autres nations, québécoise, acadienne, Premières Nations. Cet assujettissement est renforcé par la centralisation de plus en plus marquée, exercée par le gouvernement fédéral. Si le Québec a progressé malgré tout, c'est parce qu'il a combattu cette centralisation.

Deux exemples de l'intervention néfaste du pouvoir fédéral dans le domaine de l'éducation post-secondaire sont particulièrement éloquents: les réductions des paiements de transferts fédéraux ont amené le dégel des frais de scolarité et, par voie de conséquence, une baisse du taux de fréquentation universitaire plus forte au Québec que dans le reste du Canada; l'attribution des contrats de recherche et de développement par le gouvernement fédéral défavorise les universités francophones.

- La **souveraineté** étant la seule solution d'avenir sur le plan constitutionnel, il faut mettre en place un véritable processus d'autodétermination du peuple québécois.

Plutôt que d'instituer une Commission parlementaire élargie dont la représentativité est discutable, un processus d'autodétermination progressif et graduel aurait dû être mis en place:

- a. Réunion des états généraux formés des représentants élus provenant de toutes les couches de la société.
- b. Les propositions émanant des états généraux sont soumises à une consultation populaire.
- c. Dans le cas où la population choisit la souveraineté, il faut procéder à une élection à la proportionnelle d'une Assemblée constituante.
- d. Une fois rédigée, la Constitution est ratifiée par le peuple.
- e. Cette ratification est suivie d'élections pour désigner un nouveau gouvernement national.

- La Constitution du Québec souverain devra s'engager formellement à bâtir une «société plus juste», enchâsser une Charte québécoise des droits et libertés démocratiques et une Charte des droits nationaux qui comprend l'affirmation de la souveraineté nationale et la reconnaissance du droit à l'autodétermination des Premières Nations, des droits des communautés culturelles, des anglophones.

L'Assemblée nationale sera élue à la proportionnelle. On devra reconnaître le droit aux consultations populaires, la séparation des pouvoirs, la séparation de l'Église et de l'État. Par ailleurs, il faudra procéder à une décentralisation politique et administrative au profit des régions, accompagnée d'une péréquation.

- En reconnaissant le droit à l'autodétermination des Premières Nations, le Québec devra éliminer l'oppression que son gouvernement exerce sur les autochtones et faire front avec les Premières Nations à travers le Canada pour l'accession à la souveraineté de leurs nations respectives.
- Un Québec indépendant ne devra pas abandonner les francophones hors Québec. Il se devra d'appuyer les divers groupes nationaux du Canada dans leurs revendications d'autodétermination, de souveraineté et d'égalité nationale (autochtones, acadiens et autres).
- Ce n'est qu'après une déclaration unilatérale d'indépendance que le Québec négociera le partage du "patrimoine" canadien et de nouveaux arrangements économiques, culturels ou autres. Le Québec doit contrôler les leviers de son développement économique. En ce sens, il n'est donc pas souhaitable à moyen terme qu'un Québec indépendant adhère au traité de libre-échange nord-américain. L'indépendance politique doit s'accompagner de l'indépendance économique.
- Le Québec demandera un siège à l'ONU et fera partie de la francophonie. Il devra militer pour un nouvel ordre mondial fondé sur la coopération, l'entraide des nations et s'opposer à l'impérialisme, au colonialisme, à l'oppression et à la hiérarchisation des nations. Enfin, le Québec devra être neutre et refuser d'adhérer à des alliances militaires.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Vous proposez un processus d'accession à la souveraineté assez complexe (états généraux, référendum, élections générales). Combien de temps pensez-vous qu'un tel processus pourrait prendre? Compte tenu du fait que de nombreux groupes sont venus nous dire qu'il est urgent de régler la question constitutionnelle, pourriez-vous vous rallier à une démarche plus simple?
- Vous évoquez la possibilité qu'un Québec souverain puisse négocier de nouveaux arrangements économiques avec le Canada. Selon vous, dans quels domaines de tels arrangements pourraient-ils avoir lieu? Cela impliquerait-il un partage des pouvoirs?

- Comment un Québec souverain pourrait-il appuyer d'éventuelles revendications de certains groupes nationaux au Canada (autochtones, acadiens) sans se rendre coupable d'ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays souverain?
- Lorsque vous parlez du «droit aux consultations populaires» à inscrire dans la Constitution québécoise, parlez-vous d'un mécanisme de référendum sur initiative populaire?
- Pourriez-vous nous expliquer les distinctions que vous faites entre "libertés individuelles et libertés collectives", droits et libertés démocratiques" et "droits sociaux", qui sont toutes des expressions que vous utilisez dans votre mémoire?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Association jeunesse du Parti Égalité

TITRE: Le temps de décider (54 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique : Constitutions du Québec et du Canada, Chartes des droits et libertés du Québec et du Canada, droits linguistiques
- Secteur politique : fédération, souveraineté, autodétermination
- Secteur social et culturel: contrat social

SYNTHÈSE:

- Le Québec peut acquérir une plus grande sécurité linguistique, culturelle et économique s'il demeure à l'intérieur de la fédération canadienne. La Constitution du Canada, en particulier la Charte des droits et libertés de la personne, renferme des valeurs communes à tous les Canadiens. Celle-ci garantit notamment les droits linguistiques et le droit à l'éducation dans sa langue partout à travers le Canada. La clause «nonobstant» prévue dans la Charte canadienne devrait cependant être abolie pour assurer l'égalité de tous devant la loi.
- Le bilinguisme est une valeur que partagent l'ensemble des Canadiens. Or, les lois promulguées par le gouvernement québécois en matière de langue, notamment la Loi 101, prônent l'unilinguisme. La Loi 101 n'a plus sa raison d'être dans le contexte actuel où la majorité des jeunes est bilingue. Elle ne peut servir de fondement à un contrat social qui vise à instituer une "égalité linguistique" entre tous les Québécois. Un nouveau contrat social linguistique basé sur la confiance et le respect doit être conclu entre francophones et anglophones. À cet effet, le gouvernement fédéral devrait jouer un rôle de médiateur et non d'arbitre et se porter garant de l'entente à conclure au sein de la province.
- La Constitution du Canada protège et favorise les droits individuels, le bilinguisme ainsi que l'unité canadienne. Il est donc important que le Québec y adhère.

- L'échec des négociations qui ont entouré l'Accord du lac Meech résulte de deux facteurs: l'imprécision quant à la portée de la clause qui reconnaissait le caractère distinct du Québec et les pressions et menaces utilisées par le Premier ministre du Québec au moment des négociations. En conséquence, l'adhésion du Québec à la Constitution du Canada ne devrait pas dépendre de l'insertion dans cette Constitution d'une clause qui prête à interprétation et une nouvelle entente constitutionnelle suppose l'élection au Québec d'un gouvernement qui favorisera l'option fédéraliste sans utiliser de menaces.
- Le fédéralisme ne peut être renouvelé dans la perspective de conférer plus de compétences au Québec. En effet, toute compétence fédérale transférée au Québec devrait l'être également aux autres provinces canadiennes en vertu du principe d'égalité des provinces. À la lumière de l'échec des négociations de l'Accord du lac Meech, il semble que le Canada anglais accepterait difficilement d'accroître la décentralisation de la fédération canadienne. Un réaménagement constitutionnel devrait laisser d'importants pouvoirs au gouvernement fédéral. Le renouvellement du fédéralisme doit plutôt s'orienter vers l'adoption d'une constitution provinciale.
- L'élaboration d'une Constitution du Québec permettrait au peuple québécois d'établir et de définir clairement ses caractéristiques. La Constitution du Québec devrait inclure notamment une Charte des droits, des libertés et des langues qui ne pourrait être abrogée par d'autres lois. En outre, la Constitution pourrait comporter des dispositions qui protègent les droits des autochtones et assurent la prestation des services sociaux en anglais. Cette Constitution devrait être compatible avec la Constitution canadienne et y serait subordonnée. Nulle clause dérogatoire ne viendrait limiter son application. Non seulement le Québec mais toutes les provinces devraient adopter une constitution qui enchâsserait le bilinguisme et qui serait subordonnée à la Constitution du Canada.
- L'adoption d'une constitution ainsi que toute modification constitutionnelle au Québec devraient faire l'objet d'un référendum ou d'un plébiscite. La Constitution du Québec qui comporterait des dispositions sur les droits linguistiques des minorités serait considérée comme ratifiée si une majorité d'électeurs anglophones, francophones et allophones y étaient favorables.
- L'avenir politique et constitutionnel du Québec devrait faire l'objet d'un référendum. Deux séries de propositions seraient présentées: un Québec souverain doté de sa propre Constitution ou une Constitution québécoise au sein de la fédération. Les résultats du référendum permettraient au gouvernement québécois soit de négocier la souveraineté avec les autres gouvernements canadiens, soit de soumettre la proposition d'une Constitution provinciale québécoise à la formule d'amendement prévue dans la Constitution du Canada.

- Les communautés autochtones et culturelles ont un droit d'autodétermination qui comprend également des revendications territoriales valides. Si le Québec choisit la souveraineté, son territoire ferait l'objet d'une partition.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- À la page 33 de votre mémoire, vous proposez les lignes directrices d'une éventuelle Constitution québécoise. Croyez-vous que d'autres éléments devraient y figurer? Si oui, lesquels? Pourriez-vous préciser le contenu de la charte des droits linguistiques que vous proposez? Pensez-vous que ce que vous souhaitez y voir inscrire serait de nature à satisfaire les aspirations de tous les Québécois?
- Selon vous, une éventuelle Constitution du Québec comportant des droits linguistiques devrait être considérée comme ratifiée si elle était adoptée par une majorité d'électeurs anglophones, allophones et francophones. Cette majorité doit-elle se retrouver dans chacun des groupes (anglophones, allophones et francophones)? La ratification préconisée est-elle seulement nécessaire si la Constitution garantit des droits linguistiques?
- Vous suggérez l'enchâssement d'une charte des droits dans une éventuelle Constitution québécoise. S'agit-il de la Charte des droits et libertés du Québec? Si non, quels droits devraient être garantis?
- Selon vous, une éventuelle Constitution du Québec devrait posséder sa propre formule d'amendement. Quelle devrait être cette formule?
- Vous affirmez que les communautés culturelles ont un droit à l'autodétermination (p. 52). Que représente, pour vous, ce droit à l'autodétermination? La communauté anglophone du Québec peut-elle invoquer ce droit selon les principes du droit international?
- Vous affirmez que la Charte canadienne des droits et libertés de la personne représente un contrat social national qui reflète les valeurs communes à l'ensemble des Canadiens. Vous mentionnez cependant que les Québécois ont beaucoup d'efforts à faire avant d'accepter d'adhérer à des valeurs communes. Comment conciliez-vous ces deux affirmations?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Coalition étudiante sur l'avenir du Québec et
Association générale des étudiants du collège Ahuntsic
(Coalition CESAQ-AGECA)

TITRE: La souveraineté: les jeunes veulent relever le défi!
(23 pages et 6 pages d'annexes)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique :
- Secteur politique : souveraineté, référendum, Constitution du Québec
- Secteur social et culturel: projet de société

SYNTHÈSE:

- La Coalition, qui rejoint un bassin de 75 000 étudiants, a tenu un référendum sur la souveraineté dans 32 institutions d'enseignement post-secondaire, tant francophones qu'anglophones, tant publiques que privées.
- Ce référendum a été précédé d'une campagne d'information non partisane et près de 23 000 étudiants y ont participé, soit 30,67%.
- Au total, 80,38% des étudiants se sont prononcés en faveur de la **souveraineté** du Québec.
- À la lumière de ce référendum, la Coalition prône la souveraineté du Québec. Elle examine et rejette les autres options, soit la souveraineté-association, l'autonomie, le confédéralisme, la super-structure ou l'institution supra-nationale, le fédéralisme renouvelé et le statu quo.
- La souveraineté permettra au Québec de défendre ses propres intérêts sur la scène internationale. Elle lui permettra aussi de disposer de tous les pouvoirs en matière d'immigration et d'assurer son avenir culturel ainsi que la préservation de la langue française, la fédération canadienne constituant à cet égard un obstacle par ses institutions et ses politiques de bilinguisme.
- Au-delà cependant des arguments apportés par les experts, la souveraineté est d'abord et avant tout une affaire de coeur. La nation québécoise est une réalité incontournable.

- Le processus d'accession à la souveraineté suivrait les étapes suivantes:
 - . Un référendum devrait être tenu dans les quatre mois suivant le dépôt du rapport de la Commission. Il devrait porter sur une question claire et précise comme: «Aujourd'hui, voulez-vous que le Québec devienne un État souverain?»
 - . Un mandat clair en faveur de la souveraineté devrait être entériné par une déclaration solennelle d'indépendance à l'Assemblée nationale.
 - . Des négociations concernant le calendrier du rapatriement des pouvoirs ainsi que les diverses formes d'association économique possibles avec le Canada et avec d'autres États devront, par la suite, être enclenchées.
 - . Parallèlement à ces négociations, une Assemblée constituante devrait être formée pour rédiger la Constitution du Québec. Le processus de rédaction devrait permettre à tous les groupes de la société de se faire entendre et l'éventuelle Constitution devrait être adoptée par voie démocratique.
- La souveraineté doit s'inscrire dans le cadre d'un projet de société. À cet égard, la Coalition préconise notamment:
 - . L'institution d'un partenariat qui pourrait prendre la forme d'une table de concertation où siègeraient des représentants du gouvernement, de l'entreprise privée, des groupes communautaires et des syndicats.
 - . Une régionalisation de la structure administrative du gouvernement du Québec.
 - . La constitutionnalisation des droits à l'éducation, au travail, au logement et aux soins médicaux.
 - . La reconnaissance du droit à l'autodétermination des nations autochtones.
 - . La recherche d'un équilibre sain entre droits individuels et droits collectifs.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Selon vos propos, un Québec souverain pourrait négocier d'égal à égal avec les autres nations dans le cadre d'institutions internationales comme le GATT. Ne craignez-vous pas toutefois qu'un Québec détaché de la fédération canadienne perde une part importante de son pouvoir de négociation au sein de tels organismes? Dans ce même contexte, comment se ferait la renégociation de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis que vous aimeriez voir renégocier sur certains points?
- Vous évoquez la possibilité qu'un Québec souverain conclue des associations économiques avec d'autres pays, dont le Canada (p. 19). Cette association vous apparaît-elle hautement souhaitable? À votre avis, quels devraient être ses principaux éléments? Dans le cas d'une association économique avec le Canada, envisageriez-vous le partage de certains pouvoirs? Si oui, lesquels?
- Un Québec souverain devrait viser un «équilibre sain entre droits individuels et droits collectifs», dites-vous. Quels sont les droits collectifs qui devraient selon vous être protégés? Quel(s) moyen(s) devrait(ent) être utilisé(s) pour ce faire? Comment atteindre l'équilibre que vous recherchez?
- Vous affirmez que les institutions fédérales et les politiques de bilinguisme du gouvernement canadien menacent le français au Québec (p. 14). Pourriez-vous donner des exemples? Vous affirmez, à la même page, qu'un Québec souverain pourrait se doter de tous les moyens dont il a besoin pour assurer son avenir culturel. À quels moyens pensez-vous?
- Vous dites à la page 16 de votre mémoire que la Constitution, une fois rédigée, devrait être adoptée par voie démocratique. Qu'entendez-vous par là? Selon quelles modalités envisagez-vous cet entérinement?
- Dans l'hypothèse où l'option de la souveraineté ne serait pas retenue, jugeriez-vous nécessaire le rapatriement de certains pouvoirs dans le cadre d'une réforme de la Constitution canadienne? Si oui, lesquels?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Comité national des jeunes de la CSN

TITRE: Un choix clair pour le Comité national des jeunes de la CSN:
l'indépendance du Québec (15 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique :
- Secteur politique : indépendance
- Secteur social et culturel: projet de société, jeunes, langue, environnement

SYNTHÈSE:

- Le Comité adhère entièrement au contenu du mémoire présenté par la CSN devant la Commission.
- La **souveraineté** du Québec est essentielle à l'édification d'une société nouvelle axée sur des valeurs d'équité, d'ouverture sur le monde et de respect de l'environnement. Cette société, dont la langue commune sera le français, doit se développer dans le respect des nations autochtones, de la minorité anglophone et des minorités ethno-culturelles.
- Le projet de société que se donnera un Québec indépendant doit faire en sorte que:
 - . La monarchie constitutionnelle, qui entrave les décisions de la population québécoise, disparaisse.
 - . La Charte des droits et libertés que se donnera le Québec élève au même niveau les droits collectifs et les droits individuels.
 - . Les jeunes ne soient plus «sacrifiés» (coupures dans les programmes gouvernementaux, précarité de l'emploi, etc.).
 - . Le développement des régions se fasse avec l'apport des jeunes.
 - . Les femmes, les jeunes, les communautés culturelles soient présentes dans les lieux de décision.

- . La langue française «se matérialise» dans toutes les dimensions de la vie québécoise et dans le respect du droit des autres.
- . Le développement économique se fonde sur le respect des êtres humains et de la nature.
- Toute la population doit participer à la décision de se donner un pays et au choix du pays à se donner. En ce sens, l'indépendance crée des conditions favorables à l'émergence de consensus social et à la prise en considération des intérêts de toutes les composantes de la société.
- Toute transformation profonde de la société ne peut survenir sans l'engagement des jeunes et sans la prise en considération de leurs attentes. Ils doivent être intégrés dans le processus de réflexion politique.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Vous mentionnez, à la page 9 de votre mémoire, la possibilité que le gouvernement fédéral devienne un gouvernement supranational une fois la souveraineté du Québec réalisée. Quels seraient les rapports entre ces deux niveaux de gouvernement? De quel type d'union s'agirait-il?
- La majorité d'entre vous avez côtoyé des minorités culturelles. À la lumière de votre expérience, croyez-vous qu'il soit possible d'édifier une société qui soit respectueuse des droits et des besoins des autres tout en protégeant la langue et la culture françaises?
- Quels droits la minorité anglophone devrait-elle se voir garantir dans la Constitution d'un Québec souverain?
- Vous dites que le partage des pouvoirs entre Québec et Ottawa restreint notre développement, dont le développement économique et démographique des régions. Croyez-vous que la détention par le Québec de tous les pouvoirs en matière de développement régional faciliterait la rétention des jeunes en région?
- Quels seraient les principaux éléments qu'une politique de développement durable, qui serait prometteuse pour l'avenir, devrait comporter?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Comité national des jeunes du Parti québécois

TITRE: La souveraineté: une exigence pour les jeunes du Québec (20 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique: association économique, mondialisation des marchés
- Secteur juridique : souveraineté, pouvoirs exclusifs
- Secteur politique : superstructure, fédéralisme renouvelé
- Secteur social et culturel: plein emploi

SYNTHÈSE:

- Les jeunes du Parti québécois se prononcent pour la **souveraineté** pleine et entière. Une fois la souveraineté acquise, le Québec pourra négocier, d'égal à égal, une **association économique** avec le Canada. La souveraineté est la traduction juridique du mot indépendance.
- Les jeunes Québécois sont conscients de vivre dans un monde où il faut penser à l'échelle de la planète. La mondialisation n'est pas qu'économique; elle s'applique aussi à bien d'autres problèmes tels que l'environnement et les rapports entre pays riches et pays pauvres. Pour les jeunes du Québec, le maillon-clé qui permettrait au Québec de participer à la vie internationale est la souveraineté.
- Dans le contexte international actuel, la compétition n'est plus régionale, ni continentale mais bien mondiale. Le Canada, qui négocie pour les dix provinces, est obligé de choisir entre les intérêts de chacune, et ne peut dans ce contexte défendre correctement nos intérêts. Le Québec ne peut se permettre de laisser passer la chance de prendre sa place parmi les nations souveraines alors que se mettent en place de nouvelles associations et de nouveaux modes de coopération internationale.
- Les politiques qui ont trait à l'emploi et à la sécurité du revenu sont l'objet d'affrontements entre Québec et Ottawa. Cette situation engendre gaspillage, incohérence et inefficacité, qui pénalisent les jeunes. Le Québec a besoin d'avoir tous les outils qui lui permettront de mettre en oeuvre une politique générale de plein emploi orientée en fonction des cycles économiques propres au Québec.

- Outre la souveraineté du Québec, les autres options constitutionnelles sont le statu quo et diverses formes de néo-fédéralisme. Presque tout le monde s'entend pour rejeter le statu quo, mais il faut également refuser toutes les formes de fédéralisme qui sont vouées à l'échec. Ainsi, la formule d'un parlement "supranational", qui détiendrait des pouvoirs de taxation et de législation importants, avec une représentation proportionnelle aux populations respectives du Canada et du Québec, risque de recréer une situation semblable au statu quo, où le Québec serait encore minoritaire. De même, l'idée de confier la politique monétaire à un parlement va à l'encontre de toute évolution contemporaine: l'indépendance des banques centrales.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Que proposez-vous comme processus d'accession à la souveraineté? Estimez-vous qu'une consultation populaire serait nécessaire? Quelle forme pourrait-elle prendre?
- Seriez-vous d'accord avec l'idée d'un parlement Québec-Canada si, par ailleurs, la souveraineté pleine et entière était reconnue?
- Quels types d'institutions verriez-vous pour gérer une éventuelle association économique Québec-Canada?
- Vous n'évoquez qu'indirectement la question monétaire. Seriez-vous favorables à une union monétaire. Si oui, par quel type d'institution pourrait-elle être gérée?
- Comment voyez-vous la place des minorités (autochtones, anglophones, allophones) dans un Québec souverain? Estimez-vous que certains droits devraient leur être garantis constitutionnellement?
- Pensez-vous qu'il soit possible de concilier les droits individuels et les droits collectifs? Si oui, comment?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Commission jeunesse de la société de recherche en orientation humaine

TITRE : Le devenir du Québec: une préoccupation de la jeunesse (7 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique : amendement constitutionnel
- Secteur politique : Accord du lac Meech, autodétermination
- Secteur social et culturel: identité culturelle, langue

SYNTHÈSE:

- L'échec des négociations entourant l'Accord du lac Meech démontre clairement que le Canada anglais n'est prêt à accepter le Québec qu'à la condition que celui-ci abandonne son identité. C'est ce que le Canada anglais réclame au nom de l'unité nationale.
- Le peuple québécois veut continuer d'exister et de promouvoir son identité et sa langue tout en respectant les particularités de chacun.
- Pour exister et s'épanouir, le Québec doit s'**autodéterminer**. Le processus d'autodétermination n'exclut pas une association avec le Canada qui doit cependant respecter le caractère distinct de la société québécoise.
- La structure qui permettrait au Québec de s'épanouir entraînerait l'exercice exclusif par le gouvernement québécois des compétences dans le domaine des télécommunications, de l'immigration, de la taxation, de l'éducation, du développement économique ainsi que des relations internationales.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Vous revendiquez le droit du Québec à l'autodétermination. Comment devrait s'exercer ce droit à l'autodétermination? Par voie référendaire ou par voie électorale?
- Vous revendiquez la mise en place d'une structure politique et constitutionnelle qui permette au Québec de s'épanouir comme société distincte. À cet effet, vous proposez l'exercice exclusif par le Québec de certaines compétences qui relèvent actuellement du gouvernement fédéral. À la lumière de l'échec des négociations de l'Accord du lac Meech, croyez-vous que le Canada anglais acceptera les amendements constitutionnels proposés par le Québec?

- Vous n'écarterez pas la possibilité de créer une association entre le Québec et le Canada (page 5). Cette association se situerait-elle dans le cadre constitutionnel actuel? Quelles compétences feraient l'objet de cette union?
- Vous mentionnez qu'il est normal que le peuple québécois conteste une loi qui s'opposerait à l'autodétermination du Québec, en se fondant sur la Constitution du Canada. Comment peut-on invoquer la Constitution canadienne pour s'opposer à une loi qui porte atteinte à l'autodétermination du Québec?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec

TITRE : Le nouveau défi national des Québécois (38 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique: communauté économique Canada-Québec, union monétaire
- Secteur juridique : tribunal supranational
- Secteur politique : parlement supranational, autonomie politique, fédéralisme, souveraineté
- Secteur social et culturel:

SYNTHÈSE:

- Les gouvernements du Québec ont à maintes reprises revendiqué des amendements constitutionnels qui reconnaîtraient la spécificité du Québec et lui accorderaient plus d'autonomie. L'Accord du lac Meech poursuivait ces deux objectifs en orientant le Canada vers un fédéralisme à la fois asymétrique et décentralisé.
- L'échec de l'Accord du lac Meech démontre qu'il existe deux visions irréconciliables du fédéralisme canadien. Celui-ci n'étant plus une option acceptable pour le Québec, il faut rechercher une nouvelle structure politique qui concilie la volonté d'autonomie politique des Québécois et leur volonté de se donner un environnement économique plus stable.
- Afin d'établir des relations entre partenaires à statut égal, le Québec doit sortir du cadre constitutionnel actuel en faisant légitimer par la population sa démarche vers l'accession à un statut politique différent. Ses intérêts communs avec le Canada pourraient, par la suite, faire l'objet d'ententes dans le cadre d'une **association économique**.
- Dans l'hypothèse où le Canada rejetterait l'idée d'une union économique, le Québec poursuivra seul sa démarche en envisageant des associations économiques avec d'autres États.
- La nouvelle structure politique adoptée par le Québec doit garantir le respect des droits fondamentaux, l'existence d'un cadre propice à la stabilité et au développement économique, une place avantageuse sur le plan international et surtout la **pleine autonomie politique**.
- La pleine autonomie politique signifie l'exclusivité des pouvoirs politiques, économiques, administratifs, sociaux et culturels sur le territoire québécois. Le peuple québécois possède la maturité et la capacité de l'assumer.

- L'idée de la souveraineté du Québec et la recherche d'une intégration économique plus poussée avec le Canada ne sont pas contradictoires. Au moment où le mouvement vers la formation de grands blocs économiques prend de l'ampleur, les pays membres (de la CEE par exemple) sont fortement déterminés à préserver leur souveraineté.
- Les avantages d'une communauté économique Québec-Canada sont multiples et certains:
 - . Le maintien de l'espace économique canadien stimule le processus de production fondé sur la complémentarité des partenaires commerciaux, ferment d'une concurrence saine et mutuellement avantageuse.
 - . L'accès à un marché diversifié amortit les chocs liés à de mauvaises conjonctures et consolide la stabilité économique.
 - . Un vaste espace économique permet, par l'élimination des barrières commerciales, de tirer profit des avantages liés à la division et à la spécialisation des économies.
 - . L'appartenance à un espace économique élargi garantit une position avantageuse dans toute négociation avec l'étranger.
 - . Enfin, une association économique entre le Québec et le Canada garantit l'interdépendance économique vitale pour chacun des partenaires.
- L'association économique devrait être assortie d'une union monétaire. En effet,
 - . Plus l'espace économique est grand et diversifié, plus la monnaie est stable.
 - . L'union monétaire éliminerait les incertitudes inhérentes à la création d'une nouvelle monnaie et à son rattachement à une autre devise.
 - . Les gains que procurerait au Québec le fait d'avoir sa propre monnaie seraient minimes puisque le Canada lui-même ne dispose que d'une faible marge de manoeuvre dans le contrôle de ses politiques monétaires.
 - . Enfin, une union monétaire supprimerait les coûts de transaction associés aux opérations de change.
- Un parlement supranational élu, dont le quart des membres proviendrait du Québec, serait chargé d'harmoniser certaines politiques et orientations essentielles au fonctionnement de la communauté économique.
 - . La banque centrale chargée de l'application des politiques monétaires pour les deux États serait redevable, non pas à l'un ou l'autre gouvernement national, mais au parlement supranational élu par la population.
 - . L'autonomie du parlement supranational serait garantie par un droit de taxation. Il pourrait s'agir, par exemple, d'un pourcentage sur une taxe perçue par les États membres.

- Il faudrait instituer un tribunal composé de juges provenant des deux États, qui aura juridiction sur les seuls domaines de compétence du parlement supranational et dont les décisions lieront les partenaires.
- La réalisation du nouveau projet politique québécois (la pleine autonomie politique assortie d'une communauté économique Québec-Canada) sera possible lorsque le gouvernement du Québec aura reçu un mandat en ce sens de la population.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Vous affirmez que le gouvernement du Québec doit obtenir un mandat de la population québécoise avant de mettre en oeuvre un nouveau projet politique. Ce mandat devrait-il être obtenu par le biais d'élections générales ou d'un référendum? À quel moment devrait-il être obtenu?
- Croyez-vous que le Québec devrait adopter sa propre Constitution? Si oui, quels devraient en être les principaux éléments?
- Établissez-vous une différence entre la pleine autonomie politique et la souveraineté? Les processus menant à l'acquisition par le Québec de l'un ou l'autre statut diffèrent-ils?
- Pourriez-vous comparer votre proposition d'autonomie politique pour le Québec assortie d'une association économique avec le Canada au projet de la souveraineté-association mis de l'avant lors du référendum de 1980?
- Dans la conjoncture actuelle, la démarche que vous proposez peut-elle réussir sans une déclaration de souveraineté du Québec? Les changements que vous proposez peuvent-ils être adoptés dans le cadre de la Loi constitutionnelle de 1982? Si non, comment suggérez-vous de procéder?
- Vous dites qu'en cas de refus du reste du Canada de former une association économique avec le Québec, celui-ci devra poursuivre sa démarche et envisager d'autres avenues d'association économique (page 16). Pourriez-vous préciser en quoi consistent ces avenues d'association et quels partenaires elles impliqueraient?
- Le parlement supranational que vous proposez serait chargé «d'opérer les décisions nécessaires au fonctionnement de l'association Québec-Canada». Quels seraient ses pouvoirs? Seraient-ils d'ordre législatif? Un pouvoir exécutif pourrait-il émaner de ce parlement? Quelles relations existeraient entre les membres des parlements nationaux et les membres du nouveau parlement?
- Avec la création d'un parlement supranational, comment entrevoyez-vous les relations politiques entre le Québec et le reste du Canada? Qui parlerait au nom des 9 provinces et des 2 territoires du Canada? Le Parlement canadien continuerait-il d'exister? Si oui, le chef du gouvernement canadien serait-il membre du parlement canadien ou du parlement supranational?

- Si le parlement supranational que vous proposez exerçait des compétences législatives, celles-ci seraient-elles exclusives ou partagées avec les parlements nationaux? Quels seraient les domaines concernés? La représentation du Québec en fonction de son poids démographique risquerait-elle de faire en sorte que les décisions du parlement supranational puissent être imposées au Québec contre sa volonté?
- Quels seraient le rôle et les pouvoirs du tribunal mis sur pied dans le cadre de l'association économique entre le Québec et le Canada? Quel serait le mode de nomination des juges? Les dispositions de la Charte canadienne des droits et libertés seraient-elles applicables aux domaines de compétence du parlement supranational? Continueraient-elles d'être applicables au Québec?
- Dans le cadre de la CEE, les institutions communautaires de type exécutif relèvent des gouvernements nationaux alors que le parlement européen élu détient peu de pouvoirs. Cette structure représente-t-elle une composante essentielle de la communauté économique Québec-Canada que vous préconisez? La concertation intergouvernementale permettrait-elle d'atteindre les objectifs recherchés par l'institution d'un tel parlement?
- Selon vous, quels seraient les secteurs d'intervention qui pourraient faire l'objet d'une délégation de pouvoirs au palier supranational dans le cadre de l'association économique que vous envisagez?
- Si le nouveau parlement exerce un contrôle sur les politiques monétaires, quel serait le rôle de la banque centrale? Que répondez-vous à ceux qui affirment qu'aucune banque centrale au monde n'est responsable devant un parlement, et qu'il est même souhaitable qu'à l'instar des modèles américain et allemand, la banque centrale ne soit pas non plus redevable au pouvoir exécutif de ses orientations? Pour assurer la stabilité et la confiance économiques, la banque centrale doit-elle être suprême?
- Advenant la création d'une monnaie québécoise, vous dites que le Québec ne jouirait vraisemblablement d'aucune influence sur le contrôle de ses politiques monétaires et qu'un tel résultat irait dans le sens opposé de la démarche autonomiste du Québec et constituerait, au chapitre du contrôle de l'économie, un certain recul (page 26). Face à ces éventualités, le Québec devrait-il renoncer à la souveraineté?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval (CADEUL)

TITRE : (sans titre, 12 pages et 7 pages d'annexes)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique: association économique
- Secteur juridique : souveraineté, référendum, rapatriement des pouvoirs
- Secteur politique :
- Secteur social et culturel: langue, culture

SYNTHÈSE:

- Les résultats du sondage mené auprès des étudiants se répartissent comme suit: 44,9% se prononcent en faveur de la souveraineté-association, 32% optent pour une plus grande autonomie à l'intérieur d'une communauté économique canadienne, 17,1% préfèrent l'indépendance sans association avec le reste du Canada, 4,3% souhaitent un fédéralisme renouvelé.

La majorité des étudiants qui se sont prononcés ont donc choisi la **souveraineté** qui implique les pouvoirs exclusifs de lever des impôts, de promulguer des lois et de conclure des traités qui engagent le Québec.

- Le Québec constitue une nation autonome et distincte. Le plein épanouissement du Québec et son développement passent par la souveraineté.
- L'inefficacité du système fédéral actuel est patente. Les dédoublements structurels fort coûteux, de même que l'inégale répartition de la richesse collective, notamment dans le cas des investissements en recherche-développement, en sont la preuve.
- Dans la mesure où la vision qu'a le Québec de son développement ne coïncide pas avec les objectifs du reste du Canada, force est de reconnaître que les aspirations légitimes du Québec ont été mises à l'écart dans le système fédéral actuel et que le Canada et le Québec se porteraient probablement mieux si chacun pouvait se développer à sa guise et selon ses propres priorités.
- Si les Québécois optent par référendum pour la souveraineté, il faudra négocier une forme d'association économique entre le Québec et le Canada qui assurera la libre circulation des personnes, des marchandises et des capitaux conformément aux intérêts mutuels des deux partenaires. Mais une déclaration de souveraineté devra précéder toute entente d'ordre économique avec le Canada et les États-Unis.

- Les pouvoirs relatifs à l'immigration, à la culture, à la radiodiffusion, aux télécommunications, à l'éducation, à l'enseignement supérieur, à l'enseignement des langues, à l'agriculture, à l'environnement, à la formation de la main-d'oeuvre, à la politique familiale, etc., doivent être récupérés par le Québec de façon à ce que ce dernier puisse faire valoir ses intérêts de façon efficace.
- L'édification d'une société plus prospère et plus juste suppose la consolidation d'un régime démocratique respectueux de ses minorités, soucieux de la préservation de la culture et de la langue françaises, des traditions, des habitudes et des attitudes qui tiennent à coeur aux Québécois.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Vous discutez dans votre mémoire de la nécessité de récupérer un maximum de pouvoirs politiques, d'une part, et de souligner, d'autre part, que l'épanouissement du Québec passe par la souveraineté. N'y a-t-il pas une certaine ambiguïté quant à ces deux objectifs? La souveraineté ne suppose-t-elle pas la récupération automatique de tous les pouvoirs?
- Y a-t-il une différence entre la recherche d'une plus grande autonomie politique et celle de la souveraineté? En d'autres mots, quelles distinctions faites-vous entre l'option 2 et l'option 3 de la troisième question du questionnaire?
- L'une de vos recommandations auprès de la Commission porte sur la nécessité de négocier une forme d'association économique entre le Québec et le Canada? À votre avis, quelle devrait-être la portée d'une telle association? Pourriez-vous vous prononcer sur le type d'institutions qu'il faudrait mettre en place pour régir les ententes signées dans le cadre de cette association?
- Y-a-t-il une différence entre le fait de reconnaître que le Québec constitue une nation autonome et distincte et celui de reconnaître que le Québec est une nation souveraine?
- Vous dites que «le fédéralisme est une méthode commode pour réconcilier des peuples distincts, en leur octroyant des morceaux de souveraineté» (page 6). Que voulez-vous dire au juste? Ne s'agit-il pas plutôt d'une qualité propre à une confédération dans le sens strict du terme? Croyez-vous, au fond, que le renouvellement du fédéralisme canadien dans une perspective proche du modèle confédératif serait une solution à envisager dans les débats actuels?
- Que devrait faire un Québec souverain pour s'assurer que les droits des minorités soient respectés?
- Le Québec devrait-il se doter d'une Constitution?
- Quand serait-il souhaitable de tenir un référendum sur la question nationale au Québec?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Conseil permanent de la jeunesse

TITRE: "Les jeunes et l'avenir politique et constitutionnel du Québec"
(28 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique: emploi, développement régional, assurance-chômage
- Secteur juridique: droits individuels, droits des minorités
- Secteur politique: souveraineté et association, référendum, Constitution du Québec, rapatriement de pouvoirs
- Secteur social et culturel: éducation, culture, langue, environnement, politique familiale, projet de société

SYNTHÈSE:

Option constitutionnelle et politique:

- La Commission doit retenir la souveraineté du Québec comme option politique, la seule susceptible de favoriser le plein développement culturel, social et économique de la société québécoise de demain.
- La démarche proposée suppose: a) la tenue d'un référendum si l'option souverainiste est retenue; b) des négociations en vue de la signature d'ententes dans les secteurs où une association s'avère avantageuse pour les deux pays; c) l'adoption d'une Constitution et l'élaboration d'un projet de société.
- La remise en question du statut politique et constitutionnel du Québec ne met nullement en cause:
 - . son attachement aux valeurs démocratiques, aux droits et libertés de la personne, à la protection et à la promotion de la langue française dans le respect des droits acquis des anglophones;
 - . la nécessaire ouverture aux réfugiés et aux immigrants dont il faut faciliter l'intégration tout en respectant leur culture et leurs valeurs;
 - . la priorité de redéfinir les droits des autochtones à l'intérieur de discussions formelles avec leurs représentants.

- Le choix de cette option constitutionnelle découle des constats suivants:
 - . Peu importe leur allégeance politique, les jeunes du Québec sont majoritairement nationalistes ou "autonomistes" et ils rejettent tous le fédéralisme actuel.
 - . Les problèmes liés au chevauchement des compétences partagées entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec confirment que l'exercice du pouvoir à Ottawa se fait au détriment des priorités sociales et économiques du Québec (c'est le cas notamment dans le domaine du financement des programmes établis, des transferts fédéraux, de l'assurance-chômage, de la politique monétaire adoptée par la Banque du Canada). De plus, les pouvoirs et le rôle centralisateur de la Cour suprême du Canada menacent la culture et la langue françaises.
- En plus d'élèver considérablement les coûts administratifs des politiques en vigueur, le chevauchement des compétences dans les dossiers qui touchent directement les jeunes engendre incohérence, inefficacité et confusion quant aux objectifs poursuivis de part et d'autre. C'est pourquoi, les pouvoirs doivent être rapatriés au Québec dans les domaines suivants:
 - . L'éducation post-secondaire et la recherche.
 - . La formation professionnelle et l'emploi.
 - . Le développement régional: en récupérant ce pouvoir, le gouvernement du Québec devra le décentraliser vers les instances régionales comme les MRC.
 - . La politique familiale (programme d'allocations familiales, services de garde, droit de la famille).

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- En supposant que la population du Québec se prononce en faveur de la souveraineté lors d'un référendum tel que vous le proposez à la page 26 de votre mémoire, pourriez-vous expliquer pourquoi vous recommandez le rapatriement de certains pouvoirs notamment en matière d'éducation post-secondaire, de formation professionnelle, etc.? La souveraineté ne suppose-t-elle pas la prise en charge de façon autonome de l'ensemble des pouvoirs exercés par un État? Pourquoi un Québec souverain aurait-il besoin de demander au gouvernement fédéral de rapatrier certains pouvoirs?
- Si les pouvoirs auxquels vous faites référence étaient rapatriés dans le cadre du fédéralisme canadien, la souveraineté demeurerait-elle votre option privilégiée?

- Par ailleurs, vous dites que si la population donne son assentiment au projet de souveraineté, le gouvernement du Québec pourra engager des négociations avec le Canada afin de signer des ententes dans les secteurs où une association s'avère profitable pour les deux pays (page 26). Quels seraient ces secteurs? L'union monétaire serait-elle maintenue? À quel type d'association économique faites-vous référence?
- Quel statut officiel devrait avoir les anglophones du Québec? Leurs droits devraient-ils être enchâssés dans la nouvelle Constitution du Québec?
- Advenant l'accession du Québec à la souveraineté, vous proposez de redéfinir les droits des autochtones (page 27). Comment pourraient s'institutionnaliser ces droits? Devraient-ils être reconnus officiellement dans la Constitution du Québec?
- À l'instar de bon nombre de groupes régionaux, vous réclamez une réforme de l'appareil administratif au Québec en faveur d'une décentralisation vers les régions. Pourriez-vous discuter et préciser votre choix quant aux deux solutions qui semblent se dégager à l'heure actuelle:
 - a) une réorganisation des pouvoirs en faveur d'une décentralisation au niveau régional dans laquelle les MRC deviendraient des gouvernements régionaux?
 - b) Une réorganisation des pouvoirs à Québec même, où les régions naturelles du Québec exerceraient, par le truchement des élus issus des MRC reformées, une sorte d'équilibre du pouvoir dans le cadre d'une nouvelle structure administrative et politique à l'Assemblée nationale?
- Vous proposez de favoriser le développement régional par une décentralisation de pouvoirs afin de limiter entre autres l'exode des jeunes vers les régions urbaines. Et vous écrivez qu'"il est difficile de développer l'économie d'une région quand la main-d'oeuvre est vieillissante ou peu scolarisée? (page 21). À votre avis, dans le contexte de l'accélération du phénomène du vieillissement de la population québécoise, le Québec de demain devrait-il accorder la priorité aux politiques qui s'adressent aux jeunes plutôt qu'aux groupes plus âgés?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: La coopérative de travail des jeunes de l'Estrie

TITRE : (sans titre, 9 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique: coopérative, dette nationale, libre-échange
- Secteur juridique : charte de l'environnement
- Secteur politique : fédéralisme, souveraineté
- Secteur social et culturel:

SYNTHÈSE:

- Puisque le reste du Canada ne souhaite pas la survivance de la culture québécoise au pays, il faut opter pour la **souveraineté**.
- Une fois souverain, le Québec doit:
 - . Se doter de sa propre Constitution et rapatrier tous les pouvoirs, y compris les compétences qui concernent les accords conclus avec les autres pays.
 - . Se préoccuper de stimuler la fierté des Québécois (hymne national, cérémonie de la levée du drapeau).
 - . Mettre en oeuvre une politique d'emploi dynamique (recherche, enseignement, formation).
 - . Prévoir des mesures de protection face au libre-échange.
 - . Concevoir une politique de l'environnement enchâssée dans la Constitution grâce à une Charte.
 - . Favoriser, par des mesures incitatives, la création de coopératives de travail.
 - . Accorder au Conseil permanent de la jeunesse des pouvoirs effectifs et significatifs.
- La politique fédérale est très éloignée des préoccupations des jeunes:
 - . En instaurant la TPS, le gouvernement fédéral nuit considérablement à la stabilité de la coopérative.
 - . La réforme de l'assurance-chômage va désavantager les jeunes.
 - . La dette nationale est exorbitante et ne cesse de croître.
- De façon générale, l'aventure fédéraliste est décevante. Le gouvernement fédéral a toujours défavorisé le Québec.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Pensez-vous que la formule de coopérative de travail puisse être un modèle intéressant de développement économique en région? Dans quelles circonstances?
- Pourriez-vous préciser les contours généraux d'une Charte de l'environnement que vous aimeriez voir enchâsser dans la Constitution? Sur quelles bases aborderiez-vous d'éventuelles négociations avec le reste du Canada et les États-Unis sur cette question?
- Pourquoi liez-vous implicitement la faisabilité et la viabilité d'un État québécois souverain et l'établissement de mesures protectrices? Quelles en seraient les répercussions sur les marchés mondiaux et notamment sur la position du Québec face aux accords du GATT?
- Quels grands principes devraient mener à la prise en charge de l'assurance-chômage par un Québec souverain, notamment en ce qui touche les jeunes, dans un contexte de dette nationale très élevée?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Les étudiants autochtones de la faculté de droit civil de l'Université d'Ottawa

TITRE: (sans titre, 3 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique : droits autochtones
- Secteur politique : autodétermination, souveraineté, autonomie gouvernementale autochtone
- Secteur social et culturel: identité autochtone

SYNTHÈSE:

- Les Premières Nations invoquent leur **droit à l'autodétermination**.
- L'avenir politique et constitutionnelle du Québec, quel qu'il soit, ne doit pas porter atteinte aux droits ancestraux des Premières Nations qui rejettent toute forme de tutelle fédérale ou québécoise ainsi que toute forme d'exploitation territoriale qui va à l'encontre de leurs intérêts. Toute exploitation des ressources appartenant aux Premières Nations par le Québec ou le Canada doit d'abord faire l'objet d'une entente ou d'une politique conjointe de développement.
- Les recommandations suivantes sont proposées:
 - . Le statut du Québec ne doit pas porter atteinte aux droits et libertés ancestraux des Premières Nations, à ceux reconnus dans le cadre de traités conclus entre les Premières Nations et le gouvernement fédéral ainsi qu'aux droits et libertés reconnus par la Proclamation Royale de 1763. Par ailleurs, le statut du Québec ne doit pas être interprété comme une renonciation par les Premières Nations à leur droit ancestral de circuler librement sur leurs territoires.
 - . Avant de modifier son statut politique et constitutionnel, le Québec doit s'entendre avec les Premières Nations sur la portée de l'article 91(24) de la Loi constitutionnelle de 1867.
 - . Une commission indépendante et neutre doit être mise en place par le Québec et les Premières Nations afin d'étudier la nature de leurs relations.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Qu'implique le droit à l'autodétermination des Premières Nations?
- Quels sont les droits ancestraux des Premières Nations?
- Vous réclamez un droit de libre circulation sur les territoires des Premières Nations. Quelle est l'étendue de leurs territoires? Quelle proportion du Québec devrait leur être concédée?
- Vous invoquez le droit à un gouvernement autochtone autonome. Quelle forme devrait prendre ce gouvernement? Quels pouvoirs devraient lui être concédés?
- Vous expliquez toute exploitation de ressources naturelles par le Québec sur le territoire autochtone doit faire l'objet d'une entente ou d'une politique conjointe de développement. Que devrait comprendre, selon vous, une telle entente ou politique de développement? Une association économique entre le Québec et les Premières Nations devrait-elle être conclue?
- À votre avis, il est essentiel que le Québec et les Premières Nations s'entendent sur la portée de l'article 91(24) de la Loi constitutionnelle de 1867. Dans l'hypothèse d'un Québec souverain, quelle devrait être la portée de cette disposition? Quels devraient être les pouvoirs du gouvernement fédéral?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Étudiants des sciences humaines du CEGEP de Matane

TITRE : (sans titre, 9 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique: association économique
- Secteur juridique : partage des compétences, Cour suprême du Québec, tribunal d'arbitrage
- Secteur politique : souveraineté, référendum, système présidentiel
- Secteur social et culturel: environnement, immigration, langue, culture, éducation

SYNTHÈSE

- Les jeunes et les gens des régions éloignées ont à coeur l'avenir politique du Québec et ils tiennent à ce que leur contribution soit prise en considération.
- Les Québécois, ceux des régions notamment, connaissent des difficultés qui ne laissent pas les jeunes indifférents:
 - . Le déficit, le chômage élevé dans la région, l'exode des jeunes, le vieillissement de la population, le dépeuplement de la région, la dénatalité, la précarité de la langue et de la culture, la pollution du fleuve, les problèmes écologiques, etc., sont autant de sujets qui les préoccupent.
 - . La question du partage des compétences et du dédoublement des responsabilités gouvernementales se pose dans les domaines de l'immigration, de l'environnement, de l'éducation (y compris l'éducation des adultes et la formation professionnelle), du développement régional et de l'agriculture.
- Il est recommandé:
 - . De proclamer la **souveraineté du Québec** par le biais d'un **référendum**. Cette souveraineté doit être assortie de **liens économiques et politiques avec** le reste du **Canada** sous forme d'ententes ou de traités.
 - . De mettre sur pied une Cour suprême pour le Québec et un tribunal d'arbitrage pour régler les litiges entre le Québec et le Canada.
 - . D'adopter un système de gouvernement de style présidentiel.

- . D'obtenir la compétence exclusive en matière de relations internationales.
- . De rapatrier les pouvoirs en matière d'immigration, de protection de la langue française, de culture et de communications, d'éducation (en ayant soin d'intégrer les nouveaux venus et de respecter la minorité anglophone), de développement économique (pour favoriser la décentralisation des pôles de développement) et de développement régional (pour mieux protéger le secteur agricole du Québec).
- . De se donner les moyens de choisir sa propre politique monétaire.
- . De donner la priorité à la protection de l'environnement et de dépolluer le fleuve Saint-Laurent.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Pourquoi préconisez-vous l'instauration d'un régime de type présidentiel au Québec?
- En admettant que les pouvoirs en matière d'environnement et d'agriculture soient totalement rapatriés au Québec, quelles institutions ou quels mécanismes de concertation seraient nécessaires pour faire mieux valoir les particularités et les priorités régionales?
- Vous êtes bien conscients de la vulnérabilité et de la précarité de la langue française et de la culture à Montréal. À votre avis, même si ces problèmes ne se posent pas avec la même acuité dans votre région, quel serait le défi principal du Québec à cet égard? Ce problème se pose-t-il dans votre région et de quelle façon?
- Seriez-vous en faveur d'un programme d'immigration qui encouragerait l'installation de nouveaux immigrants dans les régions périphériques du Québec? Quelles devraient en être d'après vous les grandes lignes?
- Quel serait l'effet de l'accession du Québec à la souveraineté sur le niveau de vie et le développement social et économique de votre région? Serait-il possible d'atteindre les objectifs sociaux et économiques que vous visez tout en demeurant à l'intérieur de la fédération canadienne?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: L'exécutif du jeune Parti québécois du collège Laflèche de Trois-Rivières

TITRE : (sans titre, 12 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique : Charte des droits et libertés
- Secteur politique : souveraineté du Québec, constitution québécoise, référendum, élections générales
- Secteur social et culturel: minorités culturelles, Amérindiens, projet de société

SYNTHÈSE:

- Le fédéralisme canadien actuel est inacceptable. Il ne tient pas suffisamment compte des disparités régionales et ne se maintient qu'à la faveur d'une centralisation excessive qui n'offre pas au Québec l'autonomie nécessaire à son épanouissement. Les politiques fédérales sont en fait souvent inadaptées.
- La **souveraineté** ne représente plus une menace à la stabilité du Québec aux yeux des Québécois. Elle constitue au contraire une solution valable à la crise constitutionnelle actuelle.
- Un référendum doit être tenu au plus tard dans les 90 jours suivant la fin des travaux de la Commission. Des élections générales devront être organisées conjointement. Le gouvernement élu bénéficierait de la durée de son mandat pour réaliser la souveraineté. Une coalition politique serait souhaitable car elle raffermirait la position du Québec face au reste du Canada.
- Le Québec souverain exercera l'ensemble des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires. Il devra se doter d'une Constitution qui inclura l'actuelle Charte des droits et libertés du Québec. Les minorités culturelles et les Amérindiens ne devront pas être oubliés dans ce processus décisionnel.
- Un Québec souverain devra se doter d'un projet de société qui favorisera son ouverture au monde. Certaines modifications devront être apportées aux politiques sociales et un redressement économique devra être effectué. Il faudra repenser également les programmes de formation, de recyclage et d'intégration de la main-d'oeuvre. Enfin, les engagements internationaux de tout ordre devront être revus en fonction de la nouvelle conjoncture.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Vous affirmez dans votre mémoire que seul le besoin d'échanges Nord-Sud, par rapport à l'axe Est-Ouest, subsiste aujourd'hui. Qu'est-ce qui vous porte à faire cette affirmation alors que les échanges commerciaux avec le reste du Canada, et l'Ontario en particulier, demeurent très importants?
- Un Québec souverain devrait-il envisager une forme d'association économique avec le Canada? Avec d'autres États? Si oui, quelle forme devrait prendre cette association économique et quel partage de pouvoirs impliquerait-elle?
- Vous préconisez la tenue conjointe d'un référendum et d'élections. Cette proposition présuppose-t-elle une convergence d'opinions des partis politiques quant à l'option constitutionnelle?
- Selon vous, une Constitution du Québec devrait inclure la Charte québécoise des droits et libertés. Devrait-on y apporter au préalable certaines modifications? Lesquelles?
- Quel(s) mécanisme(s) devrait(ent) être utilisé(s) pour rédiger une éventuelle constitution québécoise?
- Vous mentionnez que les minorités culturelles et les Amérindiens devront être «considérés» lors du processus décisionnel concernant l'avenir du Québec. Qu'entendez-vous par là?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal

TITRE: (sans titre, 18 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique: intégration économique, libre-échange
- Secteur juridique : Charte des droits, droits des minorités, droits des autochtones
- Secteur politique : souveraineté, référendum
- Secteur social et culturel: éducation, emploi, environnement

SYNTHÈSE:

- La **souveraineté** est l'unique solution qui permet à l'identité québécoise de s'épanouir pleinement. En plus de mettre un terme au débat constitutionnel qui perdure, l'accession à la souveraineté permettra également aux Québécois de consacrer leurs énergies à la solution d'autres importants problèmes et donnera au Québec les pouvoirs nécessaires pour réaliser ses aspirations.
- Le fédéralisme canadien est un échec. Il ne permet pas à la nation québécoise de s'affirmer et de protéger son caractère particulier. Les structures fédérales sont de moins en moins efficaces et le partage de compétences entre les deux paliers de gouvernement est génératrice d'inefficacité. Par ailleurs, la politique monétaire de la Banque du Canada a historiquement contrecarré l'action des politiques économiques du gouvernement québécois.
- Il existe, entre le Québec et le Canada anglais, non seulement un fossé culturel important, mais aussi un déséquilibre flagrant du rapport de force en faveur de ce dernier. Des événements tels que la conscription lors des deux guerres mondiales, l'imposition des mesures de guerre, l'adoption de la Loi constitutionnelle de 1982 sans le consentement du Québec et la non-ratification de l'Accord du lac Meech, démontrent la tendance à la marginalisation du Québec qui se manifeste au sein de la fédération canadienne.
- Un changement s'impose et quatre options sont actuellement envisageables: un nouveau partage des compétences, la reconnaissance d'un statut particulier au Québec, la création d'une superstructure semblable à celle de la CEE et la souveraineté du Québec.

- Les trois premières options comportent divers inconvénients. Elles nécessitent des modifications constitutionnelles qui rencontreront fort probablement l'opposition des provinces anglophones généralement favorables à une plus grande centralisation. Elles n'apaiseront pas nécessairement le désir d'indépendance des Québécois et laissent par ailleurs subsister le chevauchement de compétences et l'incertitude quant au partage de celles-ci.
- Un référendum devrait être organisé et les Québécois devraient être consultés sur le processus référendaire.
- Un Québec souverain devra s'intégrer de façon significative dans l'espace économique nord-américain. Le Canada représentera à cet égard un partenaire privilégié et le maintien de la libre-circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes est souhaitable. Le Québec se devra par ailleurs de poursuivre une politique résolument libre-échangiste. L'adhésion à l'Accord de libre-échange Canada/États-Unis ainsi que l'accroissement des rapports avec la CEE s'avèrent également hautement désirables.
- Un Québec souverain devra investir dans l'éducation et établir de véritables politiques en matière d'emploi et d'insertion professionnelle et sociale. Il devra se débarrasser du laxisme en matière d'environnement. Il devra, enfin, reconnaître les droits acquis des anglophones, le droit à l'autodétermination des peuples autochtones et rechercher l'intégration constructive et harmonieuse des communautés culturelles. En ce sens, une Charte des droits devrait être intégrée à une future Constitution québécoise.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Vous estimez que trop d'énergies ont été dépensées sur la question constitutionnelle au Québec et que l'accession à la souveraineté permettra de régler un débat qui s'éternise. Ne craignez-vous pas que la «liquidation» du fédéralisme, avec notamment les négociations sur le partage de la dette et la réorganisation des pouvoirs et structures consécutive à une déclaration de souveraineté, ne mobilise aussi d'importantes ressources?
- Vous affirmez qu'un Québec souverain devra s'intégrer de façon significative dans l'espace économique nord-américain (p. 8).
 - Vous souhaitez le maintien des quatre grandes libertés de circulation avec le Canada. Quels en sont les avantages pour le Québec? Pour le Canada? Jusqu'où croyez-vous que le Québec devrait aller dans l'établissement d'une politique commerciale commune avec le Canada?

- . Le Québec devrait-il envisager de créer sa propre monnaie? Une union monétaire serait-elle préférable? Si oui, avec quel État? Quel(s) mécanisme(s) pourrait(ent) permettre d'éviter les effets pervers que vous mentionnez au bas de la page 5 de votre mémoire?
- . Vous souhaitez l'adhésion du Québec à l'Accord de libre-échange Canada/ États-Unis. Comment évaluez-vous le poids d'un Québec indépendant dans le cadre d'éventuelles négociations commerciales avec ces deux États?
- Vous parlez de la nécessité d'enchâsser une Charte des droits dans une future Constitution québécoise (p. 14)? Quels droits garantirait cette charte? Cette charte correspondrait-elle à l'actuelle Charte des droits et libertés du Québec? Envisageriez-vous de constitutionnaliser des droits des différentes minorités (anglophones, autochtones, communautés culturelles)? Si oui, lesquels? Par ailleurs, pourriez-vous préciser la nature des droits acquis des anglophones dont vous parlez à la page 15 de votre mémoire?
- Vous dites, à la page 17 de votre mémoire, que «le processus référendaire (devrait être) mis à la consultation des Québécois» par différents moyens que vous énoncez. Que voulez-vous dire par là? À quoi servirait cette consultation?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Fédération des étudiants et étudiantes du Québec

TITRE: Prendre notre place (25 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique : souveraineté du Québec, pouvoir de dépenser
- Secteur politique : référendum, mode de scrutin
- Secteur social et culturel: accessibilité à l'éducation, enseignement post-secondaire, statut des associations étudiantes

SYNTHÈSE:

- Tout en ne prenant pas position sur la question de l'avenir politique et constitutionnel du Québec, la FEEQ a mené une consultation auprès des membres de ses associations.

La majorité des étudiants et la majorité des associations se sont exprimés en faveur de la **souveraineté** du Québec. Ils ont reconnu l'importance pour le Québec de se doter d'une Constitution et d'instituer un mode de scrutin qui reflète mieux les pourcentages de votes exprimés.

- La FEEQ recommande que le gouvernement du Québec organise dans les plus brefs délais un référendum sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. La population devrait d'ailleurs être consultée sur le processus de ce référendum par l'entremise d'audiences publiques, d'états généraux, ou par tout autre moyen approprié.
- Par son pouvoir de dépenser, le gouvernement fédéral intervient dans plusieurs champs de compétence provinciale, notamment en matière d'enseignement post-secondaire. Ce faisant, il débalance l'échelle des priorités du Québec. De plus, le Québec est à la merci des transferts du gouvernement fédéral au chapitre du financement des programmes établis. Or, ces transferts diminuent depuis quelques années.

Si le Québec demeure au sein du Canada, le gouvernement doit réclamer les pouvoirs dans le domaine de l'enseignement supérieur que le gouvernement fédéral s'est attribués par son pouvoir de dépenser. En effet, en vertu de la Loi constitutionnelle de 1867, les provinces détiennent les compétences exclusives en matière d'éducation.

- Dans le but d'augmenter la scolarité de sa population, le Québec doit assurer l'accessibilité du plus grand nombre à l'éducation et à l'enseignement supérieur notamment. La hausse des frais de scolarité va à l'encontre de cet objectif.

Il faudra modifier le Charte québécoise des droits et libertés de la personne pour garantir l'accessibilité au système éducatif. Il faudra en outre maintenir le caractère public des universités.

- Consciente du sous-financement chronique des universités, la FEEQ propose une action concertée des principaux partenaires qui bénéficient de l'éducation universitaire. Le gouvernement du Québec devra maintenir, en dollars constants, la valeur de sa contribution au financement et dédommager les universités pour les coupures qu'elles ont subies.

Les universités devront améliorer et décentraliser leur gestion. Les entreprises devront, elles aussi, augmenter leur participation au financement des universités. Les étudiants devront y contribuer également par un mécanisme qui reste à définir (impôt post-universitaire ou régime de prêts à remboursement modulé).

- On devra consacrer la place des associations étudiantes nationales en poursuivant la reconnaissance amorcée avec la Loi 32. Les associations étudiantes devraient se voir conférer un statut semblable à celui des centrales syndicales, assorti d'une aide financière, et elles devraient être consultées sur les décisions qui touchent les étudiants.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Pourriez-vous nous expliquer plus en détail votre deuxième proposition concernant une consultation de la population sur le processus d'un référendum? Quel sera son objet? La Constitution serait-elle élaborée avant le référendum?
- Dans l'hypothèse d'un Québec souverain, estimez-vous qu'une association économique avec le Canada serait souhaitable? Dans quels domaines devrait-elle avoir lieu?
- Dans un Québec souverain, quel serait selon vous le statut des universités anglophones? De façon plus générale, estimez-vous que les minorités (anglophones, autochtones, allophones) devraient se voir garantir des droits dans la Constitution québécoise? Si oui, lesquels?
- Vous parlez d'un partenariat avec les universités, le gouvernement, les entreprises et les étudiants pour trouver une solution au problème du sous-financement des universités. Pourriez-vous nous expliquer plus en détail le rôle des entreprises et des étudiants et les mécanismes qui leur permettraient de jouer ce rôle?

- À la page 9 de votre mémoire, vous dites que "le gouvernement fédéral doit verser les sommes qu'il perçoit grâce à l'impôt sur le revenu du gouvernement du Québec (...)". Concrètement, comment cela pourrait-il se faire?
- Vous mettez en cause l'ingérence du gouvernement fédéral en matière d'enseignement supérieur par son pouvoir de dépenser (pages 8 et 9), en invoquant la compétence exclusive du Québec en matière d'éducation prévue par la Loi constitutionnelle de 1867. Par ailleurs, vous semblez regretter la réduction des transferts fédéraux au chapitre du financement des programmes établis (page 9). N'y a-t-il par là un paradoxe?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Forum des jeunes sur l'Avenir du Québec (Saguenay/Lac Saint-Jean)

TITRE: L'accord du Lac Pouce (19 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique: politique de plein emploi, développement régional
- Secteur juridique : souveraineté
- Secteur politique : décentralisation
- Secteur social et culturel: culture, immigration, chômage des jeunes, éducation, environnement

SYNTHÈSE:

- Le Forum des jeunes sur l'avenir du Québec demande, par consensus, à la Commission parlementaire de privilégier la **souveraineté** comme statut politique et constitutionnel pour le Québec (pouvoirs exclusifs en matière de législation, de taxation et de relations internationales). La démarche devra être démocratique et la Constitution québécoise soumise par référendum au peuple québécois.
- La spécificité du Québec réside dans sa culture. C'est pourquoi, il faut protéger et promouvoir la langue française, renforcer la cohésion sociale et favoriser l'intégration des immigrants. Pour ce faire, parmi les principales mesures à retenir, il faut considérer le rapatriement de tous les pouvoirs reliés à la culture (communications, immigration), le rétablissement intégral de la Loi 101, la décentralisation et le développement culturel.
- Il faut prendre des mesures pour inciter les immigrants à s'installer en région, ce qui favorisera leur francisation.
- Sur le plan économique, et plus particulièrement dans le domaine de l'emploi des jeunes, le Québec doit mettre en oeuvre des politiques qui favorisent le plein emploi et le développement régional. Ces politiques devraient prévoir des mesures concernant la recherche et le développement, l'amélioration des infrastructures de transport, un fonds d'investissement régional et le réinvestissement des profits en région.
- Le Québec devrait posséder une compétence exclusive en matière d'emploi pour assurer le succès d'une véritable politique de plein emploi.

- La création d'un gouvernement régional contribuerait à la mise en place de politiques de développement régional. Ce gouvernement serait doté de sources de financement adéquates, d'un pouvoir décisionnel quant à l'attribution des ressources, d'une péréquation régionale et de compétences exclusives (négociées avec le gouvernement du Québec).
- Il faudrait par ailleurs réformer le système d'éducation. Cette réforme devrait faciliter l'accessibilité aux études post-secondaires, permettre d'adapter davantage les programmes aux réalités du marché et tenir compte des particularités régionales.
- Le Québec devra se doter d'une politique globale pour la protection de l'environnement et, surtout, de mécanismes d'application des politiques déjà existantes.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Vous proposez la création d'un gouvernement régional doté de pouvoirs décisionnels, de sources de financement et d'un mode de péréquation régionale (page 9).
 - . Quelle forme ce gouvernement pourrait-il prendre? Serait-il élu?
 - . Comment seraient répartis les pouvoirs et les champs de taxation entre le gouvernement du Québec, le gouvernement régional et les municipalités?
 - . Quel avantage aurait le Québec souverain que vous préconisez à créer trois paliers de gouvernement? Comment éviter de recréer le cadre politique canadien dans lequel, d'après vous, les chevauchements de compétences engendrent de l'inefficacité pour les régions?
- Lorsque vous souhaitez un système d'éducation plus adapté aux particularités régionales, à quoi pensez-vous plus précisément?
- Vous vous déclarez en faveur de la souveraineté complète du Québec. Vous affirmez également que la démocratie constitue l'essence même de la société québécoise (page 13). Quelle démarche préconisez-vous pour arriver à la solution que vous avancez?
- Pensez-vous que le Québec devrait s'associer avec le Canada pour conserver un espace économique commun? Si oui, quels pouvoirs pourraient être partagés dans le cadre de l'association?
- Quelles seraient, selon vous, les mesures qui permettraient d'attirer davantage d'immigrants dans les régions et de favoriser leur intégration harmonieuse?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Francophonie étudiante de Lanaudière

TITRE: (sans titre, 8 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique: sécurité du revenu, lois fiscales
- Secteur juridique :
- Secteur politique : souveraineté du Québec
- Secteur social et culturel: langue, culture, minorités culturelles, éducation

SYNTHÈSE:

- Vu l'échec de l'Accord du lac Meech, le Québec doit opter pour la **souveraineté**. Il pourra par la suite réaliser une **association économique** avec le reste du Canada.
- Il faut préserver les acquis dans les domaines de l'éducation et de la culture. À cette fin, il est nécessaire:
 - . D'adopter une loi qui protège davantage notre langue.
 - . D'adopter une loi qui protège davantage la culture québécoise.
 - . Que soit rétabli le gel des frais de scolarité et que le régime des prêts et bourses soit revu.
- Dans le respect de la culture des communautés ethniques, il faudrait ouvrir des classes propres à chacune des ethnies dans les écoles françaises des quartiers à caractère multi-ethnique.

QUESTIONS SUGGÉRÉES

- Quels devraient être les principaux éléments de l'association économique entre le Québec souverain et le Canada?
- Quelles seraient la teneur et la portée de la loi que vous préconisez pour protéger la culture québécoise?

- Quelle est la place des autochtones, de la communauté anglophone et des autres minorités culturelles dans votre vision de préservation de l'identité québécoise?
- Comment concilier la création de classes ethniques au sein d'écoles francophones et votre volonté de préserver au moyen de lois votre langue et votre culture?
- Quel serait l'effet de l'accession à la souveraineté sur le niveau de vie des Québécois?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Jeune Barreau de Québec

TITRE: (sans titre, 14 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique : formule d'amendement, droit à l'autodétermination
- Secteur politique : souveraineté, fédéralisme, élection référendaire, plébiscite
- Secteur social et culturel:

SYNTHÈSE:

- Tout compte fait, le Québec ne fait face qu'à deux options: le fédéralisme et la souveraineté.
- Le Québec est un peuple potentiellement apte à devenir un État souverain. Pour ce faire, il peut négocier une entente avec le reste du Canada ou s'autoriser du droit à l'autodétermination des peuples.
 - . La première hypothèse pose peu de difficultés sur le plan du droit international. Quant à la deuxième, elle suppose que le Québec cherche, par la voie diplomatique, à se faire reconnaître par un nombre suffisant de pays et d'organisations internationales.
 - . Si les textes de l'O.N.U. semblent plutôt reconnaître le droit à l'autodétermination dans un contexte de décolonisation et tendent à favoriser une protection de l'intégrité du territoire des pays membres, le droit international coutumier, non codifié, peut certainement être allégué. Pour s'en prévaloir, le Québec devra s'autoqualifier de «peuple» et s'assurer qu'une volonté politique et populaire s'exprime explicitement en faveur de la souveraineté, par référendum par exemple.
 - . En regard du droit international, l'accession à l'indépendance du Québec ne saurait être considérée comme une illégalité. Il pourrait s'agir tout au plus d'une sécession contestée. En droit interne canadien et québécois, une allégation d'illégalité devrait être nuancée du fait que le Québec n'a pas signé le nouveau pacte constitutionnel de 1982.

- Le régime fédéral canadien, dont la stabilité est assurée par un texte constitutionnel rigide, est dans son essence centralisateur et uniformisateur. Les seules modifications susceptibles de se concrétiser sont celles qui offrent les mêmes avantages à chacun des membres et dont l'interprétation relève d'un tribunal chargé d'appliquer le droit dans tout le Canada.
- Il existe actuellement au sein de la population québécoise un consensus sur la nécessité de modifier les structures en place. Deux cadres de négociation sont disponibles:
 - . Celui offert par la Constitution canadienne. Il faudrait alors procéder par la formule d'amendement actuelle, laquelle requiert l'unanimité sur bon nombre de questions et a déjà échoué dans le contexte de l'Accord du lac Meech. On pourrait aussi tenter d'assouplir la formule, ce qui nécessite également l'unanimité et entraînerait par ailleurs la perte pour le Québec de la protection du veto implicite dans la règle de l'unanimité.
 - . Celui qui, s'appuyant sur la souveraineté du Québec, permettrait une négociation d'État à État.
- Ces cadres de négociation nécessitent une volonté de contracter des parties en présence. Le premier ne peut cependant garantir la flexibilité nécessaire pour pouvoir s'adapter aux nouvelles réalités du Québec et la conservation de ses acquis.
- La négociation d'État à État pourrait, du point de vue juridique, s'appuyer uniquement sur une déclaration du Parlement du Québec. Une légitimation démocratique doit toutefois être recherchée, soit au moyen d'une élection référendaire, soit au moyen d'un plébiscite.
 - . Le plébiscite constitue le moyen privilégié compte tenu du fait que notre système parlementaire permet à un parti de former un gouvernement majoritaire (sans avoir obtenu une majorité de votes) sur des considérations autres que l'option principale de ce parti.
 - . Le résultat du plébiscite lierait implicitement l'Assemblée Nationale et une déclaration de souveraineté viendrait valider juridiquement le processus. Cette dernière échapperait au pouvoir judiciaire canadien.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Quelle option politique et constitutionnelle favorisez-vous pour le Québec?

- Si le Québec devait déclarer unilatéralement son indépendance, il devrait, dites-vous, chercher à se faire reconnaître sur le plan international par un nombre suffisant d'États et d'organisations internationales. Vous affirmez que cette étape représente une phase dont la réussite et la période de transition dépendront du degré et de l'intensité de l'opposition et de la contestation manifestées par le reste du Canada (p. 6). Pourriez-vous expliquer davantage? Vous affirmez, toujours à la page 6 de votre mémoire, qu'il existe plusieurs types de reconnaissance. Pourriez-vous préciser lesquelles?
- Faites-vous une distinction entre un plébiscite et un référendum? Laquelle?
- Quels sont les pouvoirs dont le Québec a besoin pour assurer son développement?
- Quels sont les pouvoirs qu'un éventuel Québec souverain pourrait déléguer à des institutions créées conjointement avec le Canada?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Jeune Chambre de commerce de Montréal

TITRE : Changer les termes du débat: des options réalistes pour sortir de l'impasse constitutionnelle (14 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique: développement économique, libre circulation, libre marché
- Secteur juridique : pouvoir résiduaire
- Secteur politique : souveraineté, confédération
- Secteur social et culturel:

SYNTHÈSE:

- La souveraineté totale n'est pas la solution optimale. Le statu quo n'est pas acceptable. La formule à privilégier est le **confédéralisme** dont les États membres ont la pleine souveraineté sur l'ensemble des pouvoirs. Le Gouvernement confédéral ne détiendrait aucun pouvoir résiduaire et il agirait à titre de mandataire des États confédérés en exerçant les pouvoirs qui lui seraient délégués.
 - . La démarche débute par une déclaration de souveraineté par l'Assemblée nationale du Québec.
 - . Pour éviter un vide juridique, cette déclaration de souveraineté pourrait prévoir que le gouvernement du Canada demeure, jusqu'à nouvel ordre, le fiduciaire des pouvoirs qu'il détient actuellement.
 - . Le Québec pourrait prévoir des rondes de négociations progressives de deux ou trois ans portant sur des tranches de pouvoirs et sur le partage des actifs et des passifs. Le calendrier des négociations et l'ensemble du processus d'accession à la souveraineté ne devraient pas dépasser dix ans.
- Si le Canada ne souhaite aucunement négocier avec le Québec, celui-ci devrait assumer les responsabilités d'un État souverain, ce qui serait plus avantageux que le statu quo.
- La réforme de l'intérieur du fédéralisme est irréalisable pour plusieurs raisons: elle mènerait à la reconnaissance d'un statut particulier pour le Québec, ce que le Canada anglais a déjà formellement rejeté en juin dernier; elle entraînerait une redéfinition du rôle et du statut de chaque province, ce qui aurait pour effet de noyer les intérêts du Québec dans le flot des revendications des autres provinces; enfin, elle assujettirait de nouveau le Québec aux contraintes de la formule d'amendement constitutionnel.

- L'option constitutionnelle proposée répond à trois priorités qui sont intimement liées aux valeurs profondes du Québec. Primo, le Québec doit rester une société ouverte et démocratique, fondée sur la libre circulation des biens et des personnes, l'économie de marché et le respect des engagements internationaux. Secundo, la primauté du caractère français du Québec doit être maintenue dans le respect des minorités et la recherche d'un équilibre entre les libertés individuelles et les libertés collectives. Tertio, le peuple québécois doit obtenir les pouvoirs nécessaires pour assurer son développement économique, social et culturel.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Quels seraient les pouvoirs et les attributions du gouvernement fédéral que vous proposez? La confédération préconisée se rapproche-t-elle du modèle de souveraineté-association proposé lors du référendum de 1980?
- Quelles seraient les autres institutions principales de la confédération? Proposez-vous un parlement fédéral élu? La Cour suprême du Canada aurait-elle toujours juridiction sur le Québec?
- La déclaration de souveraineté par l'Assemblée nationale devrait-elle être précédée d'un référendum ou d'élections générales?
- Souhaitez-vous le maintien d'une forme de marché commun Québec-Canada? D'une union monétaire? Préconisez-vous une réforme de la structure et du mode de fonctionnement de la Banque du Canada?
- Vous suggérez un délai maximum de 10 ans pour négocier le partage des pouvoirs et des responsabilités. Que pensez-vous de l'opinion de ceux qui suggèrent de régler rapidement la question pour minimiser les conséquences économiques de l'incertitude politique?
- Vous dites à la page 5 de votre mémoire que «l'affirmation du caractère français du Québec devra se faire dans le souci de maintenir un équilibre sain entre les libertés collectives et les libertés individuelles». Comment peut-on concilier les libertés collectives et les libertés individuelles? Les libertés collectives pourraient-elles primer les libertés individuelles? Dans l'affirmative, pourriez-vous préciser dans quelles circonstances?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Jeunes du Parti québécois de l'Outaouais

TITRE : Pour assurer l'avenir du Québec et de l'Outaouais (10 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique: développement économique, développement régional
- Secteur juridique :
- Secteur politique : souveraineté
- Secteur social et culturel:

SYNTHÈSE:

- La **souveraineté** est la seule option permettant d'assurer la stabilité politique nécessaire au développement économique.
- Tout projet sur l'avenir politique du Québec qui impliquerait l'accord préalable du Canada est voué à l'échec. En ce sens, une association économique avec le Canada n'est pas une condition préalable à la souveraineté du Québec.
- La Commission doit se prémunir contre une option du type "Meech plus". Si le Canada n'a pas accepté les conditions minimales incluses dans l'Accord du lac Meech, il refusera toute revendication supplémentaire faite dans le cadre du fédéralisme canadien.
- Au delà des querelles de chiffres sur la rentabilité du fédéralisme, les progrès économiques au Québec sont largement tributaires d'institutions proprement québécoises (Caisse de dépôt et de placement, Mouvement Desjardins, Hydro-Québec, Fonds de solidarité) qui ont été freinées par le pouvoir fédéral cherchant à limiter leur expansion.
- Le bilan du fédéralisme doit tenir compte de la dynamique et des choix implicites au pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral, qui dans des secteurs producteurs de richesse (par exemple en recherche-développement), a généralement favorisé l'Ontario.
- Les fonds fédéraux affectés au développement régional doivent être rapatriés et remis aux régions.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Croyez-vous que la décision de déclarer la souveraineté du Québec devrait être prise par le peuple québécois lors d'un référendum?
- Le mémoire parle de la "conclusion d'ententes mutuellement profitables" entre Québec et Ottawa (p. 4). Quel devrait être le contenu de ces ententes?
- Comment devrait s'articuler la coordination du développement économique régional après le rapatriement des fonds fédéraux?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Les jeunes souverainistes de l'Université Laval

TITRE : (sans titre, 9 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique: emploi et main-d'oeuvre
- Secteur juridique : souveraineté, pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral
- Secteur politique : relations internationales
- Secteur social et culturel: culture, langue, immigration

SYNTHÈSE:

- La **souveraineté** se présente comme le moyen idéal de favoriser le développement social, culturel et économique du Québec. Il faut rejeter toute forme de pouvoir supranational qui ne serait qu'une forme déguisée de fédéralisme.
- La centralisation, le chevauchement des compétences, le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral, la place de plus en plus minoritaire du Québec au sein du Canada, sont autant de réalités qui défavorisent le Québec, notamment sur le plan économique et sur le plan culturel.
- Dans le domaine de l'emploi et de la main-d'oeuvre, les interventions concurrentes et souvent conflictuelles des deux paliers de gouvernement engendrent incohérence et inefficacité. Il est nécessaire que le Québec accède à la souveraineté pour contrôler tous les instruments de son développement économique, y compris les relations internationales.
- L'article 133 de la Loi constitutionnelle de 1867 et l'article 28 de la Loi constitutionnelle de 1982 ne permettent pas au Québec de protéger son identité culturelle distincte. En matière d'immigration, le Québec devrait posséder une juridiction complète, ce qui favoriserait une intégration harmonieuse des immigrants. De même, en matière de langue et d'éducation, le Québec doit échapper aux contraintes du système fédéral pour pouvoir établir des politiques conformes à ses propres intérêts.
- Le Québec ne devrait pas en venir à une union monétaire à long terme. Cette union pourrait être maintenue pendant la période de transition. Une union monétaire à long terme risquerait de perpétuer les inconvénients des politiques économiques uniformes du système actuel.
- Le Québec souverain pourrait établir des relations économiques privilégiées avec le Canada et les États-Unis.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Vous rejetez l'union monétaire avec le Canada à long terme. Seriez-vous d'accord cependant avec le maintien d'un espace économique commun (union douanière, marché commun)? Si oui, pensez-vous que le Québec pourrait accepter de partager certains pouvoirs au sein d'une institution commune?
- Quelle serait, selon vous, la place que l'on devrait faire aux minorités (anglophones, autochtones) dans un Québec souverain?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: La maison des jeunes «La Soupape»

TITRE : Mémoire et recommandation de la maison des jeunes «La Soupape» sur la souveraineté du Québec (7 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique :
- Secteur politique : fédéralisme renouvelé, souveraineté, délégué parlementaire
- Secteur social et culturel: organisme communautaire, maison de jeunes, politique familiale et sociale

SYNTHÈSE:

- Les recommandations soumises sont faites dans le cadre d'un **Québec souverain**. En effet, le fédéralisme renouvelé est une option inacceptable et la notion de souveraineté-association est un concept aujourd'hui désuet qui entraînerait un ralentissement de l'économie du Québec. Le gouvernement québécois doit donc rapatrier toutes ses compétences et devenir entièrement autonome.
- Plusieurs recommandations sont formulées, notamment:
 - . Le Québec souverain doit être un pays neutre et cette neutralité devrait être reconnue mondialement.
 - . Le Québec doit s'afficher comme un pays francophone. La langue française doit donc être présente dans tous les milieux: économique, social et culturel. Le gouvernement québécois doit cependant favoriser l'apprentissage et la maîtrise de la langue anglaise, outil essentiel à une plus grande accessibilité à l'emploi.
 - . La jeunesse québécoise doit être représentée au sein des institutions politiques et participer aux prises de décision. À cette fin, il est nécessaire d'avoir un(e) délégué(e) parlementaire qui représente les jeunes et véhicule les différentes préoccupations et revendications de ces derniers, en particulier des jeunes vivant en région.
 - . Le gouvernement du Québec doit favoriser la poursuite des études et la formation professionnelle. Il doit également encourager financièrement les jeunes entrepreneurs qui participent au développement économique du pays.
 - . Le gouvernement doit reconnaître l'importance des maisons de jeunes, ainsi que leur rôle préventif et non curatif. L'octroi de subventions gouvernementales ne doit pas dépendre des résultats obtenus par les maisons de jeunes car ils ne sont pas quantifiables.

- . Le gouvernement du Québec doit réviser ses politiques sociales, en particulier favoriser l'augmentation du taux de natalité, améliorer les conditions de vie des familles à faible revenu et des familles monoparentales.
- La jeunesse québécoise veut non seulement vivre dans un pays reconnu comme société distincte, mais aussi participer aux prises de décision qui la concernent. Le gouvernement du Québec doit permettre aux jeunes de développer leur potentiel, notamment en procurant une aide financière aux maisons de jeunes et aux différents organismes communautaires.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Vous affirmez que la souveraineté-association est un concept acceptable 10 ans plus tôt mais aujourd'hui désuet, qui ralentirait le développement de l'économie du Québec. Pourriez-vous préciser en quoi la souveraineté-association est désuète et de quelle façon elle contribuerait à ralentir l'économie québécoise?
- Êtes-vous d'avis que toute forme d'association économique n'est pas souhaitable? Selon vous, le Québec devrait-il créer des alliances économiques avec des pays autres que le Canada? Quel devrait être le rôle ou la participation du Québec dans le traité de libre-échange conclu avec les États-Unis?
- Quel serait, selon vous, les retombées de la souveraineté du Québec sur le niveau de vie de la population québécoise, en particulier des jeunes?
- Vous faites plusieurs recommandations et vous proposez notamment que le gouvernement québécois augmente le montant des subventions accordées aux maisons de jeunes et favorise l'allocation de subventions aux étudiants et aux jeunes entrepreneurs. Un Québec souverain disposera-t-il des moyens financiers nécessaires pour satisfaire à vos demandes?
- L'accession à la souveraineté par le Québec devrait-elle faire l'objet d'un référendum?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Organisation québécoise et canadienne de la Jeunesse
(Un Avenir ensemble)

TITRE: La jeunesse, le Canada anglais et le Québec: les mythes et la réalité (8 pages et annexes)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique : confédération
- Secteur politique :
- Secteur social et culturel: francophonie canadienne

SYNTHÈSE:

- Il ne faut pas interpréter l'échec de l'Accord du lac Meech comme un rejet du Québec par le Canada anglais. En fait, le Québec et la langue française sont bien appréciés.
- Il faut dégonfler certains mythes. Ainsi, il est faux de prétendre que le Canada anglais a rejeté le Québec; au contraire, la vaste majorité des provinces canadiennes ont accepté les revendications du Québec. Il est faux de penser que des incidents tels que ceux de Brockville et de Sault Sainte-Marie sont la manifestation de l'intolérance et de la haine du Canada anglais à l'égard du Québec; la réalité est que quatre millions de jeunes anglophones sont déjà bilingues ou en voie de le devenir: le français est en pleine expansion au Canada, grâce à la présence de ces quatre millions de nouveaux francophones.
- Quatre-vingts pour cent du Canada anglais appuient le principe du bilinguisme, et la plupart soulignent le fait que des services de santé, d'éducation et des services gouvernementaux sont fournis en français aux minorités francophones hors Québec.
- Le nombre de francophones hors Québec ne cesse d'augmenter. Le Québec est le coeur de la francophonie canadienne. L'indépendance du Québec va nuire à l'avenir de la langue française en Amérique.

- Plusieurs recommandations sont faites à la Commission concernant:
 - . Le maintien de la Confédération canadienne pour préserver et promouvoir la langue française en Amérique.
 - . L'élaboration d'une nouvelle Constitution canadienne sur le modèle d'une véritable confédération.
 - . Le renforcement des liens culturels entre les francophones hors Québec et les francophones du Québec et entre les Anglo-francophones et les Québécois francophones.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Pourriez-vous dire combien de membres représente votre association?
- Qu'entendez-vous exactement par «véritable confédération»? Seriez-vous prêts à reconnaître au Québec un statut particulier accompagné de larges pouvoirs qui lui seraient propres?
- Vous avez une approche généreuse des problèmes qui vous préoccupent, mais n'avez-vous pas tendance à confondre bilinguisme et francophonie?
- Sur quels chiffres vous basez-vous pour affirmer que quatre millions d'anglophones parlent, ou parleront d'ici peu, le français?
- Sur quelles données vous basez-vous pour affirmer que, depuis dix ans, le nombre des francophones hors Québec augmente sans cesse?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Regroupement des associations des cycles supérieurs du Québec inc. (RACSQ)

TITRE: (sans titre, 11 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique : Loi constitutionnelle de 1867, Charte des droits et libertés de la personne
- Secteur politique : fédéralisme, souveraineté, autodétermination
- Secteur social et culturel: projet de société

SYNTHÈSE:

- L'existence d'une nation distincte en Amérique du Nord est le fondement historique de la **souveraineté**. Le Québec français actuel doit son existence non au fédéralisme mais plutôt à la population francophone qui s'est concentrée sur le territoire québécois ainsi qu'au contrôle exercé par elle sur ses institutions.
- C'est par le renforcement de l'État québécois que passe l'affirmation de son peuple. Or, l'esprit et la lettre de la Constitution du Canada compromettent le développement d'un État québécois autonome. Alors que le Québec veut se voir attribuer plus de pouvoirs et de responsabilités, la Loi constitutionnelle de 1867 permet au gouvernement fédéral d'intervenir dans les champs de compétence réservés aux provinces. Ainsi, le pouvoir de dépenser et les pouvoirs résiduels du gouvernement fédéral renforcent le rôle interventionniste de ce dernier. Cette situation entraîne des tensions qui à leur tour se traduisent par une certaine instabilité politique et économique.
- Si le fédéralisme a permis certains progrès, tels que l'imposition du bilinguisme institutionnel et une représentation plus équitable des francophones au sein de l'administration publique fédérale, il ne permet pas une participation plus active des Québécois dans la fédération canadienne. En effet, les politiques fédérales de croissance globale privilégient les provinces les plus performantes économiquement avant de favoriser la réduction des disparités entre régions. De plus, le poids politique des Québécois au sein de la fédération ne cesse de diminuer.

- En conséquence, le statu quo est impensable. Le régime fédéral actuel sert d'abord les intérêts de la majorité; il n'est donc pas acceptable pour le Québec. Par ailleurs, le fédéralisme renouvelé ne peut être envisagé car il est fort improbable que le Canada anglais accepte de bon gré de redéfinir le "pacte confédératif". L'échec de l'Accord du lac Meech l'a démontré.
- La **souveraineté** est donc la seule option politique et constitutionnelle pour le Québec appelé à exercer pleinement son droit à l'autodétermination. Souverain, le Québec pourra mieux promouvoir et protéger sa culture, développer son économie en fonction de ses intérêts et besoins propres, ainsi que déléguer certains pouvoirs aux régions. En outre, la souveraineté permettra au Québec d'acquérir une reconnaissance sur le plan international.
- L'interdépendance économique existante entre le Québec et le Canada anglais présidera nécessairement à la conclusion d'ententes économiques entre eux. Celles-ci résulteront de la volonté commune de deux peuples souverains et égaux qui verront dans leur **association économique** des avantages réciproques.
- Le Québec souverain devra élaborer un projet de société fondé sur des principes de liberté et de démocratie. Ce contrat social devra notamment reconnaître le caractère francophone du Québec, les droits des autochtones et de la minorité anglophone, le droit de tout peuple à l'autodétermination; il devra réaffirmer les droits garantis par la Charte québécoise des droits et libertés, favoriser l'accès à l'éducation, lutter contre toute discrimination à l'endroit des femmes, etc.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- L'accession à la souveraineté par le Québec devrait-elle être précédée d'élections générales ou d'un référendum?
- Dans l'hypothèse d'un Québec souverain, celui-ci devrait-il conclure une entente avec le Canada? Si oui, quelle forme d'entente devrait-être conclue et quelles compétences devraient faire l'objet de cette entente?
- Un Québec souverain devrait-il se doter d'une Constitution? Si oui, la Charte québécoise des droits et libertés devrait-elle, selon vous, faire partie de cette Constitution?
- Vous proposez l'élaboration d'un contrat social. Certains droits qui y sont prévus devraient-ils être constitutionnalisés? Si oui, lesquels et pourquoi?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Regroupement des étudiantes et étudiants en maîtrise et au doctorat de l'université de Sherbrooke (REMDUS) (Sherbrooke)

TITRE : Québec: le pays de demain (13 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique: banque centrale, recherche et développement
- Secteur juridique : coopérative, droit civil, droit criminel, Cour suprême du Québec
- Secteur politique : souveraineté, environnement, institutions politiques
- Secteur social et culturel: autochtones, langue officielle versus langues nationales, éducation

SYNTHÈSE:

- La Commission doit définir le Québec sans se préoccuper de ce qui pourrait, ou non, être acceptable pour le Canada anglais.
- Le regroupement préconise la **souveraineté** du Québec. Celui-ci:
 - . Disposerait du pouvoir exclusif d'édicter des lois, de lever des impôts et de signer des traités internationaux.
 - . Adopterait le français comme langue officielle.
 - . Serait constitué en république parlementaire fondée sur les droits et libertés individuels et collectifs.
- Une banque centrale et un système fiscal autonomes seraient instaurés, ainsi que la juridiction complète sur les traités, notamment en matière d'économie internationale. L'accord de libre-échange canado-américain devrait être respecté.
- Le Gouvernement devrait soutenir directement la recherche-développement et adopter des normes quant à la définition, à la durée et au contenu des diplômes d'études supérieures. Le rôle des cégeps serait également redéfini.
- Le régime coopératif apparaît comme un mécanisme intéressant de création du tissu industriel avec un minimum d'intervention étatique. En conséquence, la Loi des coopératives devrait être amendée pour permettre le versement d'un intérêt limité sur les parts sociales. Un fonds de solidarité pour les coopératives devrait être créé.
- Le Gouvernement devrait jouer un rôle de sensibilisateur en matière d'environnement (19 recommandations en ce sens).

- Le Québec devrait détenir la pleine compétence en matière de droit criminel et de droit civil. Une Cour québécoise de dernière instance devrait être instituée.
- Le Québec devra s'interroger sur la pertinence d'une députation autochtone garantie par la Constitution. De plus:
 - . La Constitution du Québec devrait reconnaître la spécificité des peuples autochtones.
 - . Ceux-ci devraient être soumis à leur propre système de droit privé en même temps qu'au droit criminel du Québec.
 - . Les langues autochtones devraient détenir le statut de langue nationale.
 - . Il conviendrait de créer un palier de gouvernement intermédiaire entre l'Assemblée nationale et les municipalités: il serait doté de tous les pouvoirs communautaires d'une municipalité et d'une commission scolaire, en plus de certains pouvoirs touchant la culture, ainsi que la gestion de la flore et de la faune sur un territoire précis.
 - . Les négociations sur les territoires en litige devraient être entamées dans les plus brefs délais.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Pouvez-vous expliciter davantage votre projet de redéfinition du rôle des cégeps? Inscrivez-vous cette réforme à l'intérieur d'une politique plus large de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre?
- Quel mécanisme devrait être adopté pour la nomination des juges d'une éventuelle cour québécoise de dernière instance?
- Pourriez-vous préciser la distinction que vous faites entre langue officielle et langue nationale (p. 12)?
- Est-ce que votre suggestion quant à la possibilité de créer un gouvernement intermédiaire (p. 12) concerne les communautés autochtones seulement? Quels changements découleraient de la mise en place de ce palier de gouvernement par rapport à l'organisation actuelle des pouvoirs entre le Gouvernement, les municipalités et les commissions scolaires?
- Vous mentionnez que les entreprises privées du Québec ont traditionnellement écarté la recherche (p. 4). Dans quelle mesure l'accession à la souveraineté du Québec modifierait-elle cette tendance?
- Qu'est-ce qui vous permet de croire que le mouvement coopératif obtiendrait le succès escompté après adoption des mesures que vous suggérez (p.8)?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Regroupement des maisons de jeunes du Québec

TITRE : Notre avenir au Québec (9 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique :
- Secteur politique :
- Secteur social et culturel:

SYNTHÈSE:

- Ce qui intéresse le Regroupement, ce n'est pas tant l'avenir du Québec ou du Canada que l'amélioration de nos mœurs démocratiques dans nos rapports avec les jeunes. Il est vrai cependant qu'un certain nombre de conflits de juridiction viennent compliquer l'intégration des jeunes dans notre société (assurance-chômage, formation, services sociaux).
- Le mémoire est une critique, pour l'essentiel, du système d'éducation et de la place que la société et le gouvernement réservent aux jeunes (particulièrement aux 12-18 ans). Une série de propositions viennent définir ce que seraient une réforme de l'éducation et une «démocratisation» des rapports de la société adulte avec les jeunes.
- Le Regroupement laisse à la Commission le soin de définir dans quel cadre constitutionnel le Québec serait le plus à même de gérer convenablement son avenir. Il souligne quand même que les valeurs culturelles des jeunes sont plus québécoises que canadiennes.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Selon vous, quel statut constitutionnel permettrait au Québec de mieux gérer son développement culturel, social et économique?
- Vous affirmez que l'identité culturelle de la plupart des jeunes Québécois est plus québécoise que canadienne. Que voulez-vous dire exactement? Comment cela se manifeste-t-il?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Regroupement jeunesse populaire

TITRE : Le choix des jeunes concernant l'avenir du Québec (9 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique : souveraineté du Québec
- Secteur politique :
- Secteur social et culturel:

SYNTHÈSE:

- Le Québec se distingue du Canada par sa culture et par son histoire. Le dynamisme culturel et artistique est un pilier important du nationalisme québécois.
- La **souveraineté** permettra au Québec d'établir lui-même ses priorités de développement économique et social. La première des priorités devra être une politique de plein emploi. Des politiques qui favorisent les entreprises québécoises devraient permettre à celles-ci de s'imposer sur le plan national comme sur le plan international et améliorer la situation économique du Québec.

Le gouvernement devra également faire de la justice sociale une priorité en luttant contre la pauvreté par une meilleure répartition des richesses.

- Il est urgent de mettre en place des politiques pour enrayer le déclin démographique du Québec. Des politiques familiales dynamiques et une meilleure intégration des immigrants devraient compter parmi les principales mesures. Il faut également décentraliser l'immigration pour faire profiter les régions de ces apports nouveaux.
- Un référendum devrait se tenir et porter sur deux ou trois options claires. Si aucune option n'obtient la majorité absolue, il faudra organiser un deuxième tour.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Pensez-vous qu'un Québec souverain devrait offrir au Canada de s'associer sur le plan économique? Si oui, quels sont les domaines qui devraient faire l'objet d'une telle association? Quelles compétences devraient être partagées?

- Quelles sont les principales options constitutionnelles que vous soumettriez à un référendum? Quelles différences faites-vous entre chacune?
- Pensez-vous que le groupe de jeunes que vous avez consultés est représentatif d'une tendance plus générale chez les jeunes Québécois?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Student's representative Council of Bishop's University

TITRE: L'importance de l'éducation (11 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique :
- Secteur politique : changements politiques, instabilité
- Secteur social et culturel: éducation supérieure, qualité de l'éducation, accessibilité de l'éducation

SYNTHÈSE:

- Des changements radicaux dans la structure politique et constitutionnelle du Québec pourraient créer un climat d'incertitude, lequel pourrait avoir des répercussions sur la qualité et l'accessibilité de l'éducation dans les universités québécoises notamment.
 - . Des conditions de vie défavorables aux professeurs anglophones pourraient entraîner leur départ.
 - . Des problèmes d'équivalences entre les cours offerts dans les universités québécoises et ceux dispensés dans les autres provinces canadiennes pourraient surgir. Une certaine homogénéité pan-canadienne des programmes universitaires devrait être assurée.
- Les frais de scolarité ne devraient en aucun cas être majorés à la suite de changements politiques et constitutionnels. De plus, ils doivent demeurer identiques quelle que soit la clientèle, étudiants du Québec ou étudiants des autres provinces.
- Dans la mesure où c'est la qualité de l'éducation et le montant raisonnable des frais de scolarité qui attirent les étudiants canadiens au Québec, les universités québécoises risqueraient de voir partir une grande partie de leur clientèle si ces avantages venaient à disparaître. Le Québec pourrait ainsi perdre la contribution, notamment économique et politique (contribution à l'amélioration des relations politiques avec le reste du Canada), que ces étudiants représentent.
- Enfin, pour prévenir tout climat d'insécurité, il faut que la population québécoise soit clairement informée des coûts et avantages des différentes options qui s'offrent au Québec.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Vous êtes d'avis qu'un changement dans les relations Québec/Canada peut avoir des répercussions sur la qualité de l'éducation (p. 3). Considérez-vous que seul le statu quo politique et constitutionnel est souhaitable?
- Vous mentionnez que des changements politiques importants au Québec pourraient entraîner le départ de plusieurs professeurs anglophones (p. 4). Pourquoi? À quel type de changements politiques songez-vous?
- En quoi le problème que vous évoquez relativement aux équivalences des programmes et diplômes universitaires serait-il plus important si le Québec modifiait ses rapports constitutionnels avec le Canada?
- Vous semblez craindre que des changements politiques et constitutionnels entraînent une augmentation des frais de scolarité. Est-ce exact? Si oui, qu'est-ce qui vous incite à le croire compte tenu du fait que le retrait du gouvernement fédéral du financement de l'enseignement supérieur serait accompagné d'aménagements fiscaux appropriés et que, par ailleurs, le gouvernement du Québec a toujours cherché à maintenir le plus bas possible les frais de scolarité?

**PARTIE II: MÉMOIRES SOUMIS PAR DES JEUNES
À TITRE INDIVIDUEL**

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Yves Boulet, Québec

TITRE: (sans titre, 10 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique: économie diversifiée et concurrentielle
- Secteur juridique : souveraineté nationale
- Secteur politique : institutions démocratiques
- Secteur social et culturel: tradition culturelle

SYNTHÈSE:

- L'ensemble des formules constitutionnelles proposées en dehors du cadre fédératif actuel s'explique par la maturité politique du Québec désormais prêt à choisir son avenir.
- Le Québec doit se donner les moyens d'assumer ses responsabilités et de réaliser ses propres objectifs. Pour ce faire, l'option apparemment la meilleure dans la situation actuelle est la **souveraineté** nationale. Une fois qu'il aura récupéré l'ensemble des pouvoirs, il sera toujours temps pour le Québec d'en déléguer un certain nombre dans le cadre d'ententes internationales.
- Trois ensembles de raisons militent en faveur de la souveraineté:
 - . Le Québec a atteint sa maturité sociale. Il a prouvé sa capacité collective à gérer son développement et à pourvoir aux besoins de la collectivité. Il dispose des ressources dont il a besoin pour ce faire: une population de plus de six millions d'habitants, dont la scolarité se compare avantageusement à celle de plusieurs pays; une tradition culturelle et des institutions démocratiques servies par une fonction publique bien structurée et compétente; des ressources naturelles importantes; une économie diversifiée et concurrentielle.
 - . Les Québécois cherchent à se doter d'un système politique qui soit l'expression de leur volonté collective. Le système fédéral canadien, dualiste et déséquilibré au sens où l'un des deux principaux peuples qui le constituent est minoritaire, est inadéquat pour exprimer la volonté collective des Québécois. Ce n'est pas le fédéralisme qui est en cause, mais le fait qu'il est inapproprié compte tenu de la situation du Québec par rapport à l'ensemble du Canada.

- . La souveraineté répond le mieux au besoin d'efficacité économique du Québec. Ce qu'il faut évaluer, ce n'est pas le coût en soi d'une option, mais son coût par rapport à celui des autres options. De la même façon, il faut sortir du calcul un peu étroit des avantages et désavantages du système fédéral sur le plan financier. Il faut davantage prendre en considération le dynamisme social et la mobilisation collective engendrés par l'accession du Québec à la souveraineté et leurs répercussions sur l'économie. La souveraineté incitera à la solidarité et permettra au gouvernement québécois de disposer des moyens pour assumer le leadership nécessaire.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- À votre avis, quelle démarche doit suggérer la Commission pour arriver à une solution constitutionnelle satisfaisante? Jugez-vous que la population du Québec est suffisamment renseignée sur les enjeux pour se prononcer de façon éclairée lors d'une consultation populaire?
- Vous dites que le Québec, minoritaire par rapport à l'ensemble du Canada, ne peut faire valoir sa volonté collective dans le système politique actuel. Selon vous, que faudrait-il faire pour assurer aux minorités d'un Québec souverain (anglophones, autochtones) une place adéquate?
- Quelles compétences un Québec souverain pourrait accepter de partager dans le cadre d'une association avec des partenaires internationaux dont le principal serait le Canada?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Gary Brazier et Jean-Paul Murray

TITRE : Le statu quo: un arrangement fonctionnel (13 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique : fédéralisme
- Secteur politique : statu quo, théorie du pacte
- Secteur social et culturel:

SYNTHÈSE:

- Le **statu quo** constitutionnel offre le cadre idéal qui permet aux Canadiens français de s'épanouir économiquement, socialement et culturellement. Le problème actuel n'est pas d'ordre constitutionnel mais de nature politique. Le fédéralisme que nous connaissons est extrêmement flexible.
- L'échec de l'Accord du lac Meech est attribuable avant tout au Premier ministre du Canada qui, faisant fi des rapports de force au Canada, n'a pas défendu les intérêts de l'ensemble canadien. L'Accord du lac Meech constituait une régression puisque, en reconnaissant le caractère distinct du Québec, on aurait sans aucun doute battu en brèche des libertés individuelles consacrées dans la Loi constitutionnelle de 1982.
- Le Premier ministre du Québec a eu tort, à l'instar de nombreux dirigeants québécois, de reprendre la théorie du pacte fédératif. Cette théorie pour le moins discutable prétend que la confédération était originellement un pacte entre les quatre provinces originelles. Cela laisse croire que les provinces étaient des entités souveraines, ce qui n'est pas le cas puisqu'elles n'étaient que des colonies et qu'à ce titre elles ne pouvaient déléguer une partie de leurs pouvoirs à une autorité centrale qu'elles auraient créée.
- La Constitution actuelle donne au Québec de vastes compétences dans les domaines de l'éducation, de la propriété, du droit civil, des affaires municipales. Des périodes de centralisation ont succédé à des périodes de décentralisation. Cela n'a pas empêché les provinces de connaître une croissance certaine et de prendre l'importance qui leur revient.
- Depuis 1793, les Canadiens français ont réussi à obtenir leur juste part (reconnaissance de leur caractère distinct dans l'Acte de Québec de 1774, le bilinguisme législatif et judiciaire prévu par l'article 133 de la Loi constitutionnelle de 1867, le bilinguisme de la fonction publique fédérale instauré par la Loi sur les langues officielles en 1969). En conclusion, un changement profond de notre système politique et constitutionnel n'est pas la solution à privilégier.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Comment conciliez-vous votre affirmation selon laquelle les Canadiens français ont obtenu dans le système actuel ce qui leur revenait sur le plan de la reconnaissance de leur caractère distinct, avec le taux d'assimilation élevé des francophones hors Québec?
- Vous soulignez la flexibilité du fédéralisme canadien. Comment expliquez-vous alors que la rigidité des formules d'amendement de la Constitution canadienne fasse l'objet de nombreuses critiques? Que réfutez-vous à ceux qui mettent en cause le chevauchement des compétences fédérales et québécoises, source de frustrations, d'inertie et de gaspillage selon plusieurs?
- Y aurait-il des aménagements constitutionnels, dans le contexte fédératif actuel, qui permettraient au Québec de réintégrer le cadre constitutionnel canadien de plein gré?
- Comment la reconnaissance du caractère distinct du Québec aurait-elle pu mettre en péril les droits individuels consacrés dans la Charte canadienne des droits et libertés?
- De nombreux groupes sont venus dire à la Commission que le Québec devrait détenir une compétence exclusive dans plusieurs domaines comme l'immigration, la main-d'oeuvre et la formation professionnelle. Quel est votre avis à ce sujet?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: André Bzdera

TITRE : La réforme de la Cour suprême du Canada (12 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique : Cour suprême du Canada, partage des compétences
- Secteur politique :
- Secteur social et culturel:

SYNTHÈSE:

- Toutes les cours suprêmes ou constitutionnelles des fédérations occidentales affichent un "net biais centralisateur et nationaliste". La Cour suprême du Canada est gardienne de l'ordre politique et constitutionnel canadien. Il est illusoire de penser qu'elle puisse soutenir le Québec lorsqu'elle est appelée à intervenir dans un conflit intergouvernemental majeur. En fait, elle appuie invariablement le gouvernement fédéral. Il faut donc réformer la Cour suprême pour contrer cette tendance défavorable aux intérêts québécois.
- Une cour constitutionnelle spécialisée devrait être créée. Les provinces devraient nommer ses membres, dont certains pourraient être des non-juristes.
- Les techniques d'interprétation doivent être strictement encadrées par la Constitution pour réduire au minimum la marge de manoeuvre des juges constitutionnels.
- La décision judiciaire d'invalidier une loi provinciale devrait nécessiter une majorité qualifiée de juges. La décision d'invalidier une loi fédérale pourrait ne requérir qu'une majorité simple ou même qu'une minorité de voix.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- La réforme que vous proposez vous paraît-elle réalisable dans le cadre constitutionnel actuel?
- Un Québec souverain devrait-il se doter d'une cour constitutionnelle spécialisée, d'une cour suprême de juridiction générale ou conserver la Cour suprême du Canada parmi les institutions qu'il partagerait avec le reste du Canada?

- Quel que soit le statut politique que se choisira le Québec, serait-il souhaitable à votre avis de mettre sur pied un haut tribunal économique afin de préserver et renforcer le marché commun canadien?
- La nomination des juges constitutionnels par les provinces devrait-elle être une prérogative gouvernementale, ou devrait-elle être entérinée par les parlements provinciaux?
- Vous reconnaissez que vos propositions (p. 10), si elles étaient retenues, n'atteindraient peut-être pas l'objectif recherché qui est de contrer la tendance centralisatrice de la jurisprudence constitutionnelle. Existe-t-il d'autres moyens d'échapper à cette dynamique défavorable à l'autonomie provinciale?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Sylvain D'Aoust

TITRE : La souveraineté du Québec, pourquoi? (6 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique: politique monétaire
- Secteur juridique : double juridiction
- Secteur politique :
- Secteur social et culturel:

SYNTHÈSE:

- L'histoire prouve que les francophones ne bénéficient pas du fédéralisme et qu'il n'existe pas d'esprit de partage et de compréhension mutuelle entre les provinces. Par conséquent, le Québec ne peut et ne pourra s'épanouir dans une situation de statu quo. Il doit donc devenir **souverain**.
- Les politiques monétaires et, de façon générale, l'ensemble des politiques fédérales sont adoptées en fonction des besoins de l'Ontario, de sa métropole Toronto notamment. C'est pourquoi un Québec souverain devrait créer sa propre monnaie.
- Le régime parlementaire actuel est satisfaisant et devrait être maintenu dans un Québec souverain. Celui-ci devrait également rester membre du commonwealth, source de la démocratie. Le maintien de ce lien rassurerait d'ailleurs la communauté anglophone du Québec.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Selon vous, la situation démographique et géographique de l'Ontario constitue un attrait considérable pour toute entreprise désireuse d'installer son siège social ou des usines de production (p. 5). Pourriez-vous démontrer en quoi et comment la souveraineté du Québec contribuerait à amoindrir cette attraction?
- En matière de politique monétaire, pensez-vous que le Québec pourrait atteindre les mêmes objectifs d'autonomie, de contrôle de ses politiques et de promotion de ses intérêts en ayant une voix prépondérante à la Banque du Canada plutôt qu'en créant et en contrôlant sa propre monnaie? Justifiez votre réponse.

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Martin Donais

TITRE: (sans titre, 3 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique: environnement, modèle suédois, libre-échange
- Secteur juridique :
- Secteur politique : souveraineté
- Secteur social et culturel: jeunesse

SYNTHÈSE:

- La meilleure façon de se développer et de grandir passe par la **souveraineté** du Québec. Le statu quo est impensable, le système fédéraliste actuel étant dépassé.
- Sur le plan économique, il faut favoriser un libre-échange avec le reste du Canada et préserver l'accord de libre-échange actuel avec les États-Unis. Il faut par ailleurs privilégier la création d'une monnaie québécoise et d'une Banque du Québec semblable à celle du Canada. C'est la seule façon de garantir des politiques économiques qui protègent les intérêts du Québec.
- Un développement de société basé sur le modèle suédois conviendrait au Québec. De plus, les questions environnementales devraient se voir accorder la priorité.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- La déclaration de souveraineté devrait-elle être précédée d'un référendum ou d'élections générales?
- Un Québec souverain devrait-il maintenir certains liens institutionnels avec le reste du Canada? Dans l'affirmative, de quelle nature seraient-ils? Se traduiraient-ils par un partage de certains pouvoirs? Si oui, de quel ordre et dans quels domaines?
- À votre avis, quels effets pourrait avoir l'accession du Québec à la souveraineté sur le niveau de vie des Québécois?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Christian Genest

TITRE: Le cheminement du Québec et le rôle des collectivités locales et régionales (27 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique :
- Secteur politique : souveraineté, statu quo, fédéralisme renouvelé
- Secteur social et culturel: décentralisation régionale

SYNTHÈSE:

- Le statu quo constitutionnel doit être absolument exclu pour plusieurs raisons:
 - . Les Québécois forment non seulement une société distincte, mais aussi un peuple à part entière.
 - . Le poids démographique et donc politique du Québec est en déclin constant. Le Canada considère dorénavant le Québec comme une minorité, un groupe culturel parmi d'autres.
 - . Le Québec et le Canada anglais ne s'entendront jamais sur le rôle que doit assumer le gouvernement fédéral. Le Canada anglais accepte l'ingérence du gouvernement fédéral dans les champs de compétence réservés aux provinces et la considère même comme normale. Le Québec quant à lui lutte contre cette immixtion pour protéger son autonomie.
- Le renouvellement du fédéralisme semble impossible. Les revendications du Québec ne pourront être en deçà de celles demandées dans l'Accord du lac Meech. Quant à la stratégie des ententes bilatérales, elle est vouée à l'échec à moyen terme puisque tout pouvoir revendiqué par le Québec serait aussitôt réclaté par les autres provinces, ce qui ne faciliterait guère les négociations avec le gouvernement fédéral.
- Le plein épanouissement du Québec ne peut donc se réaliser que par son accession à la **souveraineté**.

- Un Québec souverain devrait procéder à un nouveau partage des responsabilités entre le gouvernement québécois et les collectivités locales (les municipalités) et régionales (les municipalités régionales de comtés et les communautés urbaines). Les municipalités devraient choisir elles-mêmes les compétences qu'elles se sentent aptes à assumer. Il pourra s'agir de la formation professionnelle, de l'habitation, des services de garde, etc. Le gouvernement du Québec pourrait se réserver un droit de regard ou un droit de fixer des normes nationales.
- Les municipalités possèdent l'expertise et sont prêtes à assumer un nouveau partage des responsabilités. Le gouvernement québécois doit cependant leur procurer les ressources financières nécessaires en élargissant l'assiette fiscale des municipalités et en évitant de se désengager sur le plan financier.
- Le grand nombre de municipalités nuit à l'efficacité des politiques de développement. Il faut donc adopter des mesures adéquates pour favoriser leur fusion.
- Quelle que soit l'option politique et constitutionnelle choisie par le Québec, les municipalités doivent participer aux prises de décision du gouvernement québécois et être ainsi associées aux politiques gouvernementales nationales.
- Les pôles de transaction économique étant déplacés du gouvernement provincial vers les grandes villes, les principales municipalités devraient devenir des partenaires du gouvernement en matière d'échanges internationaux.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Le partage des compétences entre le gouvernement du Québec et les municipalités devrait-il être enchâssé dans une éventuelle Constitution du Québec?
- Vous proposez un partage des compétences entre le gouvernement du Québec et les municipalités. À cet égard, vous mentionnez que le gouvernement québécois pourrait avoir un «droit de regard» sur l'exercice par les municipalités de leurs compétences. Pourriez-vous préciser en quoi consisterait ce droit? Ce droit permettrait-il au gouvernement québécois d'intervenir dans les domaines réservés aux municipalités, notamment en matière de développement régional? Pourriez-vous préciser ce qu'impliquerait le droit de fixer des normes nationales?
- En quoi la souveraineté du Québec pourra-t-elle favoriser la décentralisation des pouvoirs vers le palier municipal? Le système fédéral actuel empêche-t-il cette décentralisation?
- Vous proposez que le gouvernement du Québec mette en marche le processus menant à la souveraineté. Quel est ce processus? La souveraineté devrait-elle être précédée d'un référendum ou d'élections générales?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Pierre Larouche

TITRE : Quelques remarques sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec (9 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique: union économique
- Secteur juridique :
- Secteur politique : indépendance, souveraineté, fédéralisme
- Secteur social et culturel:

SYNTHÈSE:

- Entre le fédéralisme et l'indépendance, il y a plusieurs options politiques et constitutionnelles possibles pour le Québec. Toutes les propositions de réforme constitutionnelle formulées au Québec reposent sur la prémisse voulant que le régime fédéral est trop centralisé et que le Québec doit récupérer certains pouvoirs.
- Bien que le Québec jouisse du droit à l'autodétermination, une déclaration unilatérale de souveraineté n'est pas souhaitable, car elle mettrait en péril les relations économiques existantes entre le Canada et le Québec. D'autre part, les négociations à onze ou à deux ainsi que la fédération à deux sont vouées à l'échec.
- En conséquence, le Québec devrait opter - peut-être par référendum - pour une déclaration de **souveraineté**, affirmant ainsi sa primauté sur l'État fédéral et sa volonté de transformer le Canada en une simple **union économique**. Après avoir déclaré sa souveraineté, le Québec devrait exercer de facto les pouvoirs qu'il revendique, notamment le pouvoir de conclure des ententes internationales dans les domaines relevant de sa compétence. Dans l'hypothèse où le reste du Canada rejetterait la déclaration de souveraineté du Québec, celui-ci pourrait proclamer son indépendance.
- Certains domaines, tels que la défense, la monnaie et certains aspects des relations internationales, devraient demeurer de compétence fédérale et les liens économiques unissant le Québec et le Canada devraient être maintenus. En revanche, la mauvaise gestion de l'État fédéral, sa partialité en faveur des autres provinces et au détriment du Québec (par exemple en recherche-développement), ainsi que le fossé des mentalités séparant le Québec du Canada anglais justifient que le Québec prenne ses distances par rapport au reste du Canada.

- Afin d'accroître la légitimité des actes qu'il pose, le Québec devrait adjoindre à l'Assemblée nationale une seconde chambre élue selon un mode de représentation proportionnelle. Par ailleurs, la discipline de parti à l'Assemblée nationale devrait être relâchée pour permettre un débat ouvert.
- Le triomphalisme économique est à éviter: de sérieux problèmes économiques demeurent au Québec. Celui-ci a intérêt à développer les échanges commerciaux avec l'Europe et les États-Unis.
- Le Québec devrait élaborer un projet de société (un «rêve québécois») qui refléterait ses choix politiques et sociaux.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- À votre avis, l'accession du Québec à la souveraineté devrait-elle être précédée d'un référendum ou d'élections générales?
- Vous affirmez que le Canada devrait être ramené à une simple «union économique». Voulez-vous dire par là que le Canada serait formé d'États souverains unis entre eux par des liens économiques comme cela se fait au sein de la CEE? Outre le Québec, quels seraient les États membres de cette union économique? Cette union économique comporterait-elle des institutions politiques communes telles qu'un parlement? Dans l'affirmative, quels seraient les pouvoirs de ce parlement? Ses membres seraient-ils élus?
- Vous expliquez que certains domaines tels que la défense, la monnaie, la représentation internationale, devraient demeurer de compétence fédérale. Dans l'hypothèse où certaines matières législatives à caractère politique continueraient à relever de la compétence fédérale, le Canada ne représenterait-il pas plus qu'une simple union économique?
- Vous proposez de joindre une seconde chambre à l'Assemblée nationale. Quelle serait la nécessité d'une seconde chambre dans un État unitaire, comme le serait un éventuel Québec souverain?

ANALYSE DE MÉMOIRE

AUTEUR: Robert Yalden et Richard Janda

TITRE : (sans titre, 6 pages)

PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS:

- Secteur économique:
- Secteur juridique : droits collectifs, droits et libertés
- Secteur politique : démocratie libérale, institutions politiques
- Secteur social et culturel: langue

SYNTHÈSE:

- Le Québec est rapidement devenu une société moderne et démocratique. Les réformes politiques, sociales et économiques ont été nombreuses et réussies.
- Le Québec a cherché consciencieusement à protéger les droits de ses citoyens. Les libertés fondamentales qui ont été énoncées en 1975 dans la Charte des droits et libertés de la personne font partie d'un ensemble de valeurs qui sont partagées par plusieurs autres démocraties occidentales.
- Les droits individuels et les droits collectifs ne sont pas incompatibles. Ces deux groupes de droits sont des éléments essentiels de toute société moderne et démocratique. Qui plus est, les droits collectifs sont nécessaires à l'exercice des droits individuels. Ils ne doivent cependant pas primer ces derniers. En ce sens, l'exercice des droits d'un groupe particulier doit se faire dans le respect des droits des individus qui ne font pas partie de ce groupe.
- Les objectifs fondamentaux du Québec sont:
 - . La consolidation et la poursuite de son développement socio-économique.
 - . La protection des droits fondamentaux de la personne et la promotion des droits collectifs.
- Ces objectifs fondamentaux peuvent être atteints dans le cadre du **statu quo**, à l'intérieur de la fédération canadienne. Aucun amendement constitutionnel n'est nécessaire.
- Des aménagements plus satisfaisants pour le Québec peuvent être apportés à la composition et au fonctionnement de certaines institutions fédérales, telles que la Banque du Canada, la Cour suprême du Canada et l'Office national de l'énergie.

QUESTIONS SUGGÉRÉES:

- Seriez-vous favorables à un transfert de ressources fiscales significatives au gouvernement du Québec afin de réduire les effets du pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral et de donner au Québec une autonomie effective plus grande dans l'exercice de ses compétences?
- Seriez-vous favorables à une décentralisation administrative importante des pouvoirs fédéraux dans des domaines comme l'immigration, les communications, la formation de la main-d'oeuvre, les pêcheries, la recherche et le développement, l'environnement ou les questions autochtones?
- Considérez-vous que les droits linguistiques individuels sont des droits fondamentaux de la personne?
- À votre avis, peut-on envisager les droits linguistiques non pas sous l'angle d'un conflit entre des droits collectifs et des droits individuels, mais comme une relation entre les droits culturels d'une majorité francophone, d'une minorité anglophone, des autochtones et des minorités ethniques?
- Vous apparaît-il légitime que l'exercice des droits collectifs d'un peuple puisse porter atteinte aux libertés individuelles si la survie culturelle de ce peuple devient précaire en raison de sa situation démographique et géographique?